



**HAL**  
open science

# Le Parti communiste, un parti ” comme les autres ” ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF

Nicolas Bué, Nathalie Ethuin

► **To cite this version:**

Nicolas Bué, Nathalie Ethuin. Le Parti communiste, un parti ” comme les autres ” ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF. *Revue Espace Marx*, 2005, 21, pp.73-105. hal-00872469

**HAL Id: hal-00872469**

**<https://hal.science/hal-00872469>**

Submitted on 13 Oct 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le Parti communiste, un parti « comme les autres » ?**

### **Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF**

*« Le Parti Communiste n'est pas un parti comme les autres »  
« il est le parti des travailleurs,  
le parti de la classe ouvrière  
dont les intérêts se confondent avec la nation »<sup>1</sup>*  
Maurice Thorez

Le PCF est en crise, « sous les décombres »<sup>2</sup>, « à l'agonie »<sup>3</sup>, il connaît une « érosion spectaculaire »<sup>4</sup>, son électorat se rétracte<sup>5</sup> en une « peau de chagrin »<sup>6</sup> et ses remontées apparentes, pour lesquelles il use ses « dernières cartouches »<sup>7</sup>, sont interprétées au mieux comme des « trompe-l'œil »<sup>8</sup> ou des demi-victoires<sup>9</sup>. Pour certains, il serait déjà bel et bien mort<sup>10</sup>. Ce tableau apocalyptique de la crise du communisme, construit par une rare abondance d'analyses tant électorales qu'identitaires, organisationnelles ou encore idéologiques, tend à produire de fausses évidences naturalisantes où sont convoquées comme causes, voire comme explications, de son déclin, non seulement ses symptômes, mais aussi

---

<sup>1</sup> Thorez (Maurice), *Fils du peuple*, Editions sociales, 1970, p. 343, cité dans Mer (Jacqueline), *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français*, Payot, 1977, p. 90.

<sup>2</sup> Lazar (Marc), « Le PC sous les décombres », *Esprit*, mars-avril 1989, pp. 141-148.

<sup>3</sup> Courtois (Stéphane), « L'agonie du communisme français », in *Le FIGARO/Études politiques, L'élection présidentielle de 1988*, pp. 22-23.

<sup>4</sup> Courtois (Stéphane), « Le PCF : l'érosion spectaculaire », *Autrement*, 122, mai 1991, pp. 65-72.

<sup>5</sup> Wallon-Leducq (Christian-Marie), « Le corps rétracté », *Communisme*, 13, 1987, pp. 4-15.

<sup>6</sup> Courtois (Stéphane), « La peau de chagrin », *Le journal des élections*, 1, p.25.

<sup>7</sup> Courtois (Stéphane), « Les dernières cartouches », in Habert (Philippe), Ysmal (Colette), dir., *Les élections législatives de 1988*, Le Figaro/Études politiques, 1988, pp. 26-27.

<sup>8</sup> Courtois (Stéphane), « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste », in Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po et département d'études politiques du figaro, 1995, pp. 179-188 ; Courtois (Stéphane), « Le succès en trompe-l'œil du PCF », *Revue politique et parlementaire*, mars-avril 1993, pp. 49-53.

<sup>9</sup> Platone (François), « Le vote communiste : le verre à moitié plein », in Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin 1997*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 161-188.

<sup>10</sup> Sur ce point, cf. Pudal (Bernard), « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol. 52, 5-6, octobre-décembre 2002, pp. 545-559.

parfois ses conséquences<sup>11</sup>. Au total se dessine une image pour le moins touffue, mêlant éléments d'explication conjoncturels et structurels<sup>12</sup>, nationaux, internationaux et territorialisés.

Symbolique, parce qu'au fondement de la stratégie et de l'identité communiste<sup>13</sup>, la désouvriérisation du PCF, et notamment de son électorat, n'est pourtant qu'un élément qu'il convient de situer au sein de la crise généralisée du communisme.

La circonspection étant de rigueur dans l'analyse d'un phénomène aussi complexe<sup>14</sup>, il s'agit simplement ici de proposer une relecture synthétique des travaux sur le sujet. L'objectif est de dégager les éléments susceptibles d'informer la relation, construite comme singulière tant par les communistes eux-mêmes que par leurs analystes, entre PCF et « classe ouvrière » et sa mise en cause actuelle. Autrement dit, pour comprendre le déclin du PCF, il faut nécessairement revenir sur les divers éléments qui lui ont permis de se qualifier pendant des décennies de « parti pas comme les autres »<sup>15</sup>.

La première partie vise à resituer la désouvriérisation au sein du processus de déclin. Nous en analyserons ensuite les symptômes électoraux avant de proposer quelques hypothèses liées aux transformations de l'organisation elle-même.

## Un déclin multidimensionnel

La dégradation du rapport du PCF aux catégories ouvrières constitue à la fois un symptôme et un des éléments qui renforcent le processus de déclin du PCF ; déprolétarianisation et déclin s'inscrivent dans un même faisceau causal et se traduisent par une banalisation du PCF.

La crise du PCF est polymorphe. L'ensemble des éléments qui faisaient sa force sont aujourd'hui en déclin. C'est au plan électoral que la chute est le plus visible. Affaibli une

---

<sup>11</sup> A l'exemple de Fabienne Greffet qui assimile la recomposition sociologique à un facteur explicatif du déclin électoral : « *Des facteurs explicatifs*. Comment interpréter cette situation de maintien dans les basses eaux électorales, malgré la tentative de « mutation » engagée depuis 1994 ? *Un facteur essentiel*, déjà identifié depuis une vingtaine d'années, réside dans la composition sociologique de l'électorat communiste », dans « L'évolution électorale du PCF de Robert Hue », *Communisme*, 67-68, 2001, pp. 157-179 (citation p.171, souligné par nous).

<sup>12</sup> Baudouin (Jean), « L'échec communiste de juin 1981 : recul électoral ou crise hégémonique ? », *Pouvoirs*, 20, 1981, pp. 45-54.

<sup>13</sup> Cf. Mer (Jacqueline), *op. cit.*, en particulier le chapitre III « Le corps charismatique : l'ethno-classe » ; Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, 1989.

<sup>14</sup> Pudal (Bernard), « La beauté de la mort communiste », article cité, p. 546.

<sup>15</sup> Kriegel (Annie), *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*, Seuil, 1985, p. 143 ; Mer (Jacqueline), *op. cit.*, p. 90 sq.

première fois en 1956-1958, le PCF avait réussi à se maintenir au-delà des 20% des suffrages exprimés jusqu'à la fin des années 1970. Depuis, son déclin électoral est presque continu et touche jusqu'à ses bastions. Le parti communiste retrouve « l'implantation en archipel » qui était la sienne dans l'entre-deux-guerres<sup>16</sup>.

La chute électorale est importante en elle-même quand on sait la charge symbolique qui accompagne un vote : « le vote communiste résultait d'un choix individuel, mais exprimait avant tout depuis 1936 l'adhésion à un parti symbole, l'aspiration à une unicité et une solidarité »<sup>17</sup>. Le déclin électoral apparaît alors comme le symptôme symbolique de la désagrégation de cette fonction et de cet usage, comme si le PCF n'était plus aujourd'hui à même de traduire ces aspirations.

La perte d'influence sur l'électorat s'accompagne d'une importante baisse du nombre d'adhérents qui remet en question la fonction de parti de masse que le PCF incarnait autrefois<sup>18</sup>. A cela s'ajoute que la composition sociologique du PCF s'est banalisée, au point qu'il est aujourd'hui « dans sa composante active [...] vraiment représentatif de la société française »<sup>19</sup>.

L'organisation fonctionne de moins de moins, les mécanismes d'affiliation partisane se délitent et ne semblent plus en mesure ni d'entretenir le centralité de/dans l'institution, ni d'assurer l'encadrement militant en certains lieux<sup>20</sup>. Dès lors se dessinerait l'émergence d'un « néo-communisme », autrement dit d'une nouvelle « manière d'être communiste », un engagement plus individualiste et négocié, dépolitisé et davantage festif, plus critique et moins légitimiste. La perte de ressources financières et clientélares (à travers la perte des municipalités notamment), la notabilisation des cadres et le renforcement de l'influence des élus consécutifs à l'affaiblissement électoral contribuent encore à l'affaiblissement de l'organisation.

Les organisations ancillaires et relais sociaux (presse, écoles...) sont en difficulté ou ont tout bonnement disparu. Victime pour partie des mêmes causes, la CGT précède d'ailleurs

---

<sup>16</sup> Nous paraphrasons ici Yves Santamaria lorsqu'il évoque un « parti archipel » pour désigner le développement de la contestation interne et le délitement de la centralité partisane : *Histoire du PCF*, La découverte, 1999.

<sup>17</sup> Courtois (Stéphane), Lazar (Marc), *Histoire du PCF*, PUF, 1995, p. 407.

<sup>18</sup> On peut d'ailleurs se demander légitimement si un grand parti de masse est encore possible aujourd'hui, eu égard aux évolutions du militantisme. Cf. notamment Ion (Jacques), *la fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, 1997.

<sup>19</sup> Boy (Daniel), Platone (François), Rey (Henri), Subileau (Françoise), Ysmal (Colette), *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, 2003, p. 28. Il s'agit ici de la comparaison entre les adhérents du PCF et la population active française. Nous reviendrons plus longuement sur cet aspect en seconde partie.

<sup>20</sup> Mischi (Julian), *Structuration et désagrégation du communisme français. 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse de doctorat en science politique, EHESS, 2002 ; « La recomposition identitaire du PCF », *Communisme*, 72-73, 2002-2003, pp. 71-99.

le parti communiste dans son déclin<sup>21</sup>. D'autres organisations distendent leur relation avec le parti, quand elles n'affichent pas ouvertement leur indépendance, voire leur défiance. Des comités locaux de la CNL<sup>22</sup> à la CGT, à tous les niveaux, on marque les différences, comme pour éviter d'être entraîné par le parti dans sa chute, comme s'il était désormais illégitime pour une association ou un syndicat d'être marqué du sceau d'un parti politique. En ce sens, la crise du PCF renvoie à la crise d'un modèle partisan.

Par ailleurs, l'idéologie semble dans une impasse<sup>23</sup>. Alors que le parti est privé de son horizon idéologique par l'écroulement du bloc de l'Est, les dissensions internes se multiplient en son sein quant à l'orientation idéologique et tactique à adopter. L'observation des activités de formation partisane, autrefois vecteurs essentiels de l'homogénéisation idéologique, pointe les difficultés, voire l'impossibilité, de redonner un sens commun à l'engagement communiste<sup>24</sup>.

La stratégie d'une façon générale est de plus en plus contestée, à l'image des mouvements dissidents qui se développent à l'intérieur du parti<sup>25</sup>. Le 32<sup>e</sup> congrès de 2003, où pour la première fois trois motions étaient en concurrence, symbolise l'éclatement<sup>26</sup> d'un parti autrefois unifié<sup>27</sup> : dans une ambiance souvent houleuse, la direction sortante, qui avait déjà peine à recueillir sur sa motion la majorité des votes des adhérents (55%), ne parvient à contrer l'émergence d'une liste alternative qu'au prix de tractations conflictuelles. Seule en lice, la liste ainsi élaborée recueille 76.2% des suffrages des délégués<sup>28</sup>.

Manifestations du déclin, ces différents éléments interviennent à leur tour dans la dynamique de crise. En rendant obsolètes les mécanismes qui assuraient naguère l'homogénéisation partisane, ils ont contribué à la réduction de « l'esprit de parti » et à la rupture du lien partisan, et amenuisé les capacités de résistance du parti<sup>29</sup>. C'est dans ce contexte de déclin avancé que s'inscrivaient les récentes consultations électorales.

---

<sup>21</sup> Labbé (Dominique), *Syndicats et syndiqués en France de puis 1945*, L'Harmattan, 1996.

<sup>22</sup> Confédération nationale du logement, association de locataires d'offices HLM.

<sup>23</sup> Baudouin (Jean), « L'idéologie communiste entre régulation et érosion », in Bréchon (Pierre), dir., *Les discours de la politique*, La documentation française, 1994, pp. 97-113 ; Urvoas (Jean-Jacques), « Les miettes d'un mythe ou les trois chantiers du 30<sup>ème</sup> congrès du PCF », *Regards sur l'actualité*, 202, juin 2000, pp. 29-41.

<sup>24</sup> Ethuin (Nathalie), *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au PCF (1970-2003)*, Université de Lille 2, 2003. Voir notamment le chapitre 6 : « A la recherche d'une identité perdue », pp. 325-382. Cf. aussi l'article dans ce numéro.

<sup>25</sup> Cf. notamment Andolfatto (Dominique), « Le parti de Robert Hue. Chronique du PCF 1994-2001 », *Communisme*, 67-68, 2001, pp. 207-264.

<sup>26</sup> Stéphane Courtois distingue ainsi cinq sensibilités : « PCF : l'impossible redressement ? », *Les cahiers d'histoire sociale*, 8, 1997, pp. 5-17.

<sup>27</sup> Dans le sens d'« homogénéisé » davantage que d'« homogène ».

<sup>28</sup> Cf. par exemple : « Le PCF découvre la démocratie interne en étalant ses divisions », *Le Monde*, 8 avril 2003.

Ainsi qu'une simple lecture des résultats électoraux successifs du PCF permet de s'en rendre compte, le processus de déclin est ancien. Si l'année 2002 a plus particulièrement retenu l'attention, au point que certains concluent à « l'acte de décès » probable du PCF<sup>30</sup>, c'est parce qu'elle constitue une forme d'aboutissement symbolique de cette évolution de long terme. Les raisons tiennent notamment au score particulièrement faible du candidat communiste à l'élection présidentielle. Robert Hue réunit moins d'un million de voix, moins de 3.5% des suffrages exprimés, ce qui le place derrière LO et la LCR, et 94% des ouvriers n'ont pas voté pour lui<sup>31</sup>. Aux législatives qui suivent, le PCF réalise, avec 4.8%, un score inférieur de moitié à celui réalisé cinq ans plus tôt.

Aux raisons structurelles du déclin, certains auteurs ajoutent des facteurs plus conjoncturels. La faiblesse du score est expliquée, entre autres, par le fait que pour la première fois, le parti était au gouvernement au moment du scrutin. De ce fait, le discours tenu par son candidat était particulièrement brouillé, hésitant entre la défense du bilan de la gauche plurielle et une tactique de distanciation par rapport au PS. A cela s'ajoutent les réticences de la CGT à soutenir le candidat communiste, l'image négative véhiculée par la présence de Frédéric Beigbeder, le nombre des candidats, le traitement qualitatif de la campagne menée<sup>32</sup>, ou encore l'élargissement de la clientèle visée – et ce faisant des dispositions programmatiques – à l'image de la liste « Bouge l'Europe » présentée aux élections européennes de 1999... En définitive, le PCF s'est trouvé coincé entre la loyauté à l'égard de la gauche plurielle et la défense du monde du travail<sup>33</sup>. Toutefois, la campagne menée, a priori conjoncturelle, s'inscrit aussi dans un processus plus général d'abandon de la spécificité communiste, particulièrement visible dans la banalisation du style de ses campagnes présidentielles<sup>34</sup>.

En 2004, la tendance ne semble guère s'inverser. Si la remontée électorale par rapport à la séquence 2002 a pu faire croire que son déclin était enrayé, la comparaison avec les précédentes élections de même type indique la poursuite de son déclin. Aux élections

---

<sup>29</sup> Cf. Mischi (Julian), *opus cité*.

<sup>30</sup> Ainsi débute le récent ouvrage de Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Perrin, 2002. La revue *communisme* titre de même « la fin du PCF », n°72-73, 2002-2003.

<sup>31</sup> CEVIPOF/CIDSP/CECOP, *Panel électoral français 2002, premiers résultats*. 97% selon le sondage Ipsos du 22/04/2002.

<sup>32</sup> Greffet (Fabienne), « Le PCF aux élections de 2002 : reculs et résistances », *Communisme*, 72-73, 2002-2003, pp. 101-126.

<sup>33</sup> Andolfatto (Dominique), Greffet (Fabienne), « L'extinction du Parti communiste ? », *Revue politique et parlementaire*, 1020-1021, septembre-décembre 2002, pp. 162-172.

<sup>34</sup> Hincker (François), « Le PCF devant l'élection présidentielle », in Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Département d'études politiques du Figaro et Presses de la FNSP, 1995, pp. 47-60.

régionales, ses résultats dans les trois seuls départements où il présentait des listes autonomes en 2004 comme en 1998, sont en baisse, de 3.6 points en Gironde, de 4 points dans les Landes et de 1.7 point dans le Pas-de-Calais<sup>35</sup>. Aux cantonales, avec 7.6% des suffrages exprimés, il perd 2.3 points par rapport à 1998, et 32 sièges dont trois dans le Nord et quatre dans le Pas-de-Calais. Il conserve néanmoins la présidence de deux conseils généraux en métropole, et de celui de la Réunion. Aux européennes, avec 5.3% des suffrages exprimés, il chute de 1.5 point et son meilleur score, obtenu dans la circonscription Nord-Ouest, égale tout juste celui de Robert Hue (6.8%).

A beaucoup, cette évolution semble irréversible tant les raisons de la perte d'audience du PCF sont structurelles et exogènes. Dans les différentes analyses, le déclin est surtout expliqué par les causes suivantes :

- Un contexte macro-historique global de crise du communisme mondial, marqué par la chute du mur de Berlin, l'écroulement du bloc de l'Est et de l'URSS, dont la crise du PCF serait l'avatar français ; le discours communiste se trouve privé de son référent identitaire central, et ne peut plus mettre en avant « l'exemplarité et l'exceptionnalité du modèle soviétique »<sup>36</sup> ;
- Le « morcellement », le désœuvrement, le passage au silence de « la classe ouvrière »<sup>37</sup> : avec les mutations du travail et l'individualisation des sociétés post-matérialistes<sup>38</sup>, le modèle social sur lequel la « classe ouvrière » s'est développée tend à disparaître. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier n'est plus le principal acteur populaire, ni le principal acteur du mouvement social, et se trouve directement menacé par les nouvelles formes d'exclusion. Pour certains auteurs « l'hypothèse principale [de la crise générale du communisme français] reste liée à l'évolution de la classe ouvrière en France depuis le début des années 1970 »<sup>39</sup>.
- Un changement du rapport des électeurs à la politique, et notamment des ouvriers : ce phénomène se traduit par une hausse de l'abstention, particulièrement importante dans

---

<sup>35</sup> Cf. *Revue Française de science politique*, « Les élections régionales et cantonales de mars 2004 », vol. 54, 4, août 2004.

Le Gall (Gérard), « Les élections européennes en France au prisme des « vingt-cinq » », *Revue politique et parlementaire*, 1031, juillet-août-septembre 2004, pp. 7-26.

<sup>36</sup> Baudouin (Jean), « L'idéologie communiste ... », article cité, p. 103. Cf. aussi Urvoas (Jean-Jacques), « Les miettes d'un mythe », article cité.

<sup>37</sup> Azemar (Guy-Patrick), dir., « Ouvriers, ouvrières. Un continent morcelé et silencieux », *Autrement*, 126, 1992 ; Terrail (Jean-Pierre), *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, PUF, 1990.

<sup>38</sup> Inglehart (Ronald), *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Economica, 1993 (1990).

<sup>39</sup> Courtois (Stéphane), « Le PCF : l'érosion spectaculaire », article cité, p. 67.

les catégories populaires, mais aussi par un accroissement de l'individualisme, qui a pu contribuer à miner les valeurs et solidarités ouvrières<sup>40</sup>. Ce changement est à rapprocher des changements structurels qui ont pu affecter la « vocation communiste »<sup>41</sup> ;

- « La logique moniste des institutions de la Cinquième République »<sup>42</sup> dont le présidentialisme (et la personnalisation qu'il induit) constituerait un obstacle pour les partis non centraux lorsqu'il s'agit de rassembler au second tour des élections. Généralement considéré, dans ces analyses teintées de juridisme, comme indissociable de la présidentialisation du régime, le caractère majoritaire des modes de scrutin favoriserait le vote utile<sup>43</sup> et la marginalisation du PCF. La progression électorale du PCF pendant les années d'union de la gauche, mais aussi paradoxalement le fait que ce même mode de scrutin territorialisé semble lui permettre de conserver un groupe à l'Assemblée nationale, incitent cependant à la prudence quant à ce type d'explication ;
- Enfin, à l'ensemble de ces causes s'ajoute le poids de l'anticommunisme : « Le communisme français s'étirole aussi sous les coups des luttes acharnées visant son système d'action »<sup>44</sup>. La disqualification du groupe ouvrier déjà évoquée, et celle des élites communistes pour leur origine populaire, participent de ce répertoire. Ici se situera le cœur de cet article. Nous voudrions, en deuxième partie, proposer quelques pistes exploratoires sur la contribution du PCF à ce processus de déqualification et de désobjectivation, à l'articulation entre les facteurs exo et endogènes de son déclin. Aujourd'hui, le danger pour le PCF n'est peut être pas tant l'anticommunisme que l'indifférence. Comme le disait Serge Bonnet en 1966, « beaucoup plus que de l'anticommunisme, la régression peut venir de l'indifférence, de l'ennui, de l'apathie et du nivellement »<sup>45</sup>. Car l'anticommunisme avait comme corollaire de faire exister le PCF et de contribuer à le placer au centre du débat politique.

---

<sup>40</sup> S'il peut contester le passage à un individualisme électoral structurel, George Lavau confirme l'individuation des comportements électoraux dans ce qu'il nomme la « phase individualiste actuelle » : « L'électeur devient-il individualiste ? » in Birnbaum (Pierre), Leca (Jean), dir., *Sur l'individualisme*, Presse de la FNSP, 1991 (1986), pp. 301-329.

<sup>41</sup> Pudal (Bernard), « La vocation communiste et ses récits », in Lagroye (Jacques), dir., *La politisation*, Belin, 2003, pp. 147-161 ; Pudal (Bernard), « La beauté de la mort communiste », article cité, p. 551 sq.

<sup>42</sup> Baudouin (Jean), « Le parti communiste », in Chagnollaud (Dominique), dir., *La vie politique en France*, Seuil, 1993, p. 300.

<sup>43</sup> Cf. Martin (Pierre), *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Presses de Sciences Po, 2000, p. 220.

<sup>44</sup> Pudal (Bernard), « La beauté de la mort communiste », article cité, p. 546.

<sup>45</sup> Cité par Julian Mischi, *op. cit.*, p. 613.



Parallèlement aux mutations des conditions, au sens large, de la compétition politique, la responsabilité du parti est régulièrement envisagée, en particulier par les communistes eux-mêmes. Deux arguments sont plus particulièrement évoqués :

- La tactique adoptée par le PCF : c'est une explication rituellement développée dans le parti, qui après avoir conclu aux méfaits pervers de l'union de la gauche, tend à faire de même avec la gauche plurielle<sup>46</sup>. On accuse notamment la mutation. Pour certains, les 3.37% obtenus par Robert Hue en 2002 sont essentiellement imputables à cette dernière : le parti communiste, en remettant en cause les pratiques et discours qui lui donnaient sa spécificité, aurait précipité sa propre chute. Leurs opposants objectent qu'il s'agit d'une réponse à la crise, qui n'a pas apporté tous les bienfaits attendus faute d'avoir été menée à son terme. Quand les uns fustigent les alliances avec le PS<sup>47</sup> et dénoncent certaines des réformes vers plus de démocratie dans la structure et la doctrine du PCF (abandon de la « dictature du prolétariat » ou encore du « centralisme démocratique », considérés par nombre de communistes comme une « liquidation » de l'identité même du parti), les autres mettent en avant les contraintes institutionnelles<sup>48</sup> et la nécessaire adaptation aux mutations contemporaines. La stratégie à géométrie variable adoptée aux régionales de 1998 et reconduite en 2004 ainsi que les débats autour de la liste d'union avec les altermondialistes en Ile-de-France sont le reflet de la désunion interne qui gagne un PCF jadis exemplaire pour son « esprit de parti »<sup>49</sup>.
- Les « occasions manquées »<sup>50</sup> : l'expression désigne les choix ou les non-choix stratégiques effectués par le PCF en matière idéologique. Sous cet argumentaire repose l'idée que le PCF n'aurait pas su s'adapter aux mutations de son environnement. Il aurait ainsi raté le coche de la déstalinisation, celui de la prise de

---

<sup>46</sup> Il semble difficile d'analyser ces effets, tant ils sont l'objet de conflits entre conservateurs (les « orthodoxes ») et tenants d'une mutation accrue. Les débats internes portent en effet sur la qualification des changements observés : causes, conséquences ou simples aspects de la crise du parti. La notion même de crise est problématique, dans la mesure où *la mise en crise* du parti a longtemps constitué un objet de luttes internes. Les nombreux travaux, qui, comme celui-ci, comparent le puissant parti communiste d'autrefois avec le parti actuel, pourraient tendre à suggérer que si le PCF est en crise, c'est *parce qu'il a changé*. La perspective est en réalité toute autre. Il s'agit simplement de constater et de tenter de caractériser le processus de changement et ses manifestations, sans en tirer de leçons. Conclure aux effets positifs ou négatifs et à la portée suffisante ou insuffisante des évolutions, ainsi que le font nécessairement les militants communistes, suppose de comparer le PCF tel qu'il est aujourd'hui à ce qu'il aurait été si sa stratégie avait été autre.

<sup>47</sup> Derrière ce débat, c'est en fait la question de la remise en cause par le PCF de son extériorité au système politique (comme forme de banalisation ou avancée vers le réformisme, par exemple) qui est posée.

<sup>48</sup> Tels les modes de scrutin qui favoriseraient la bipolarisation, et ce faisant les alliances électorales, avec le PS notamment.

<sup>49</sup> Dans les années 1970, l'union de la gauche décidée par les instances centrales fut ainsi beaucoup mieux relayée et appliquée par les instances locales communistes que par celles du PS. Cf. Lacorne (Denis), *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Presses de la FNSP, 1980.

<sup>50</sup> Lavabre (Marie-Claire), Platone (François), *Que reste-t-il du PCF ?*, Autrement, 2003.

distance par rapport au « grand frère soviétique », et surtout n'aurait pas pris la mesure des évolutions des mœurs et valeurs symbolisées par Mai 68. Ce faisant, il se serait coupé de la société<sup>51</sup>.

Au total, la désouvriérisation du PCF apparaît comme un aspect symboliquement central du processus de déclin du PCF, ainsi que le suggèrent Marie-Claire Lavabre et François Platone : « C'est avec ce parti que le monde ouvrier avait gagné ses lettres de noblesse et accédé à l'existence politique. Là résidaient pour une part la force et la puissance du parti communiste. Là est aujourd'hui sa faiblesse »<sup>52</sup>. Il semble alors nécessaire d'objectiver la désaffection électorale des milieux ouvriers avant d'en proposer une interprétation.

## La désouvriérisation du PCF au prisme électoral

Contrairement à ce que la vision en termes de classe suppose, les ouvriers n'ont jamais constitué un groupe homogène au comportement électoral unique, ni même unifié<sup>53</sup>. L'appréhension du vote en termes d'électorat a peut être permis le développement de ce mythe en raison des nombreux biais qu'elle introduit dans l'analyse. Tout d'abord, il existe toujours un risque d'objectivation statistique<sup>54</sup>, notamment lié à la tendance à masquer la mobilité électorale. Le vocable a en effet tendance à unifier l'objet. Les entrepreneurs politiques, aidés par le commentaire électoral, s'approprient ainsi symboliquement la représentation et la représentativité d'un groupe social. Ainsi, les dirigeants communistes ont-ils pu user des notions de classe ou d'électorat pour unifier un groupe social hétérogène. La notion de « parti des ouvriers », diffusée jadis par le PCF, permettait de créer et d'entretenir l'idée que les ouvriers votaient *majoritairement* et *naturellement* pour lui. Si cette représentation n'est pas dénuée de tout fondement, il convient de la nuancer fortement<sup>55</sup>. Pour

---

<sup>51</sup> Duhamel (Olivier), Parodi (Jean-Luc), « Images du communisme 2 : sur l'effet Kaboul et quelques autres », *Pouvoirs*, 22, 1982, pp. 159-172.

<sup>52</sup> Lavabre (Marie-Claire), Platone (François), *opus cité*, p. 120.

<sup>53</sup> Selon René Mouriaux, la notion de vote ouvrier apparaît en 1960 dans un article de Mattéi Dogan dans le premier numéro de la RFS (« Le vote ouvrier », in *Regards sur l'actualité*, 287, janvier 2003, p. 37). Ce fait indique l'absence de pertinence de cette notion auparavant.

<sup>54</sup> Lehingue (Patrick), « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du Front national ? », in Lagroye (Jacques), dir., *La politisation*, Belin, 2003, pp. 247-278.

<sup>55</sup> Comme l'écrit Bernard Pudal, « la relation *nécessaire* entre communisme et classe ouvrière est un préjugé » (p. 513). Plus exactement, il s'agit d'une « tradition inventée » au sens d'Eric J. Hobsbawm (note 1) :

ce faire, nous voudrions présenter les caractéristiques du vote ouvrier et du vote communiste telles qu'elles ressortent des enquêtes existantes, en faisant la part « entre la stabilité des structures et la mobilité des électeurs »<sup>56</sup>. Il convient donc d'entendre par électorat « non des entités dotées d'une stabilité et d'une consistance politique homogène et durable, mais, de façon plus élémentaire, les ensembles nationaux d'électeurs qui, à l'occasion d'une élection donnée, se prononcent pour un même candidat, une même liste, ou pour des candidats relevant d'une même tendance politique et bénéficiant généralement d'une même investiture partisane »<sup>57</sup>. Au préalable, il semble important de rappeler que l'équation entre (le vote des) ouvriers et (le vote pour le) PCF est propre à la France, et datée.

### ***La constitution progressive d'une équation spécifiquement française***

Même lorsqu'il était le premier parti de France et le premier parti chez les ouvriers, le PCF n'a jamais attiré qu'une partie minoritaire de leurs votes. La constitution de cette équation spécifiquement française ne fut pas immédiate, mais progressive.

Ainsi que le rappelle Bernard Pudal, rares sont les pays où « la classe ouvrière » a significativement voté pour le parti communiste. Ainsi ne remarque-t-on aucune corrélation entre la présence d'une importante population ouvrière et l'apparition d'un parti communiste. Les pays où un parti communiste s'est implanté de manière durable (Chine, Cuba, Russie, Vietnam) « se caractérisent précisément par la relative marginalisation du groupe ouvrier et par l'importance des questions nationales et paysannes »<sup>58</sup>. On ne recense en effet que peu de cas où un parti communiste a attiré à lui une forte proportion des votes des ouvriers. La France fait partie de ces exceptions. Ici, la réunion de certaines « conditions de félicité » et d'« un travail symbolique d'invention d'une tradition »<sup>59</sup>, au moyen notamment d'une symbolique mémorielle, ont permis au PCF d'apparaître comme la fille aînée de l'église communiste, en symbiose avec les communautés ouvrières dans lesquelles il s'est implanté<sup>60</sup>.

---

« Politisations ouvrières et communisme », in Dreyfus (Michel), Groppo (Bruno), Ingerflom (Claudio), Lew (Roland), Penetier (Claude), Pudal (Bernard), Wolikow (Serge), dir., *Le siècle des communismes*, Éditions de l'atelier, 2000, pp. 513-526.

<sup>56</sup> Wallon-Leducq (Christian-Marie), « Electeurs et électors : note sur les doutes des politistes », *Espace, populations, sociétés*, 3, 1987, pp. 540-544 (541).

<sup>57</sup> Platone (François), *Les électors sous la cinquième République. Données d'enquête 1958-1995*, Paris, CEVIPOF, 2<sup>e</sup> édition, 1995 (1991), p. 5.

<sup>58</sup> Pudal (Bernard), « Politisations ouvrières et communisme », article cité, p. 513.

<sup>59</sup> *Ibidem*, p. 521 sq. et 524.

<sup>60</sup> Cf. Par exemple Hastings (Michel), *Halluin la rouge. 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, 1991.

Le PCF a ainsi pu s'autoproclamer « parti de la classe ouvrière », représentation certes critiquée, mais globalement admise<sup>61</sup>.

Electoralement, cela s'est traduit par la captation progressive, mais néanmoins toujours partielle, des électeurs ouvriers par le PCF. Jusqu'au congrès de Tours, les ouvriers votaient plutôt pour les socialistes et les radicaux. Dès son apparition en 1920, le PCF a orienté sa propagande en direction des populations ouvrières et immigrées. Toutefois, dans l'entre-deux-guerres, la SFIO le devance encore dans cette catégorie de la population. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que le PCF devient le premier parti chez les ouvriers. La domination communiste dans cette partie de l'électorat se construit peu à peu, sans jamais toutefois atteindre l'hégémonie.

La pénétration électorale du PCF en milieu ouvrier ne commence vraiment qu'à partir du Front populaire. Suivant en cela les scores du PCF dans l'ensemble de la population, elle se développe surtout à la Libération et sous la Quatrième République<sup>62</sup>. Le PCF est alors à son apogée électorale tant au sein de la population ouvrière que dans l'ensemble de l'électorat. Au maximum de son influence, le PCF recueille 49% des suffrages exprimés d'ouvriers, soit une petite majorité. La gauche d'une façon générale est largement majoritaire chez les ouvriers, puisqu'environ deux tiers d'entre eux lui accordent leur suffrage entre 1946 et 1956<sup>63</sup>.

Toutefois, même à cette époque, l'implantation du PCF chez les ouvriers n'est que partielle. Les études localisées sur le PCF et les monographies montrent ainsi la variabilité de l'influence communiste tant en fonction des territoires qu'en fonction des professions ou encore du genre. Le groupe ouvrier a en effet toujours été divisé sur le plan idéologique<sup>64</sup>. De tout temps s'est confirmée l'existence « d'ouvriers conservateurs »<sup>65</sup>, la droite attirant constamment une partie des votes d'ouvriers (tableau 3). En 1958, les ouvriers votent majoritairement pour la droite, et environ 30% d'entre eux votent pour les formations gaullistes lorsque De Gaulle est au pouvoir. La gauche va alors reconquérir le terrain perdu jusqu'en 1981.

---

<sup>61</sup> Notamment chez les ouvriers : Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe religion et comportement politique*, Presses de la FNSP et Editions sociales, 1977.

<sup>62</sup> Capdevielle (Jacques), « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? irréversible ? », *Cahiers du CEVIPOF*, n°21, 1999.

<sup>63</sup> Dogan (Mattéi), « Le vote ouvrier en France. Analyse écologique des élections de 1962 », *Revue française de sociologie*, 6, octobre-décembre 1965, pp. 435-471.

<sup>64</sup> Adam (Gérard), Bon (Frédéric), Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), *L'ouvrier français en 1970*, Paris, A. Colin, 1970.

<sup>65</sup> Selon l'expression de : Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), *L'ouvrier Conservateur*, Nantes, Cahiers du LERSCO, 1983. Le phénomène s'est notamment manifesté par un soutien à la droite bonapartiste sous ses différentes formes, au mouvement initié par Jacques Doriot, mais aussi par des attitudes racistes. Dans une

**Tableau 1<sup>66</sup>**

**Pénétration du PCF dans le vote ouvrier sous la Cinquième République**

	L58	L62	L67	L68	L73	L78	L81	L86	L88	L93	L97	L02	P02
Ensemble	19	22	23	20	21	21	16	10	11	9	10	5	3
Ouvriers PCM	16		31	33	37	32/36	24	15	16	12	14		
Ouvriers PPI		33				39/37		16/18	16	14	15	6	6
Ecarts PCM	-3		10	13	16	11/15	8	5	5	3	4		
Indices PCM	0.84		1.35	1.65	1.76	1.52/1.71	1.5	1.5	1.45	1.33	1.4		
Ecarts PPI		11				18/16		6/8	5	5	5		
Indices PPI		1.5				1.86/1.76		1.6/1.8	1.45	1.56	1.5		

Comme on peut le constater sans surprise dans le tableau 1, plus le PCF est influent dans l'ensemble de la population, plus il recueille de votes ouvriers. Après un premier recul lors des élections de 1958, son influence s'y développe régulièrement jusqu'aux années 1970 qui constituent le dernier « âge d'or » de l'influence communiste en milieu ouvrier. Entre 1962 et 1978, la part des votes ouvriers qu'il rassemble n'est jamais inférieure à 30%, atteignant même 37% aux élections législatives de 1973. Sa surreprésentation en milieu ouvrier ne descend alors jamais en dessous de dix points. L'alignement de classe est alors patent, la propension à voter pour la gauche en général et pour le PCF en particulier s'accroît avec le nombre d'attaches objectives, mais aussi avec le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière<sup>67</sup>.

**Tableau 2**

**Composition ouvrière de l'électorat communiste**

	L58	L62	L67	L68	L73	L78	L81	L86	L88	L93	L97	L02	P02
Ouvriers PCM dans l'électorat communiste	40		49	49	49	54/49	40	37/39	36	29	27		
Ouvriers PPI dans l'électorat communiste		38				28/36		29/26	19	21	18		40
Ouvriers PCM dans la population française	35		31	31	32								24.9
Ouvriers PCM dans l'échantillon					28	34							
Ouvriers PPI dans l'échantillon		20				14							

certaine mesure, l'importance du vote d'extrême droite chez les ouvriers peut être rapprochée de ce mouvement. Cf. Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002 (1999).

<sup>66</sup> Chiffres correspondant au pourcentage des suffrages exprimés. PCM : profession du chef de ménage ; PPI : profession de la personne interrogée. Source : Sondages IFOP jusque 1968, puis SOFRES dans Platone (François), *Les électors sous la cinquième République*, référence citée, et sondage Ipsos du 9/06/2002 pour les législatives de 2002. Quand plusieurs sondages réalisés par le même institut donnent des résultats différents, nous les avons gardés sans en privilégier aucun. De même en 1986, nous avons mis les chiffres de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles de 1954 et de celle de 1982. Chaque tableau reprend cette logique, sauf indication contraire.

<sup>67</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de Sciences Po, 2004.

Les compositions successives de l'électorat du PCF reflètent ce phénomène (tableau 2). Sans surprise, plus l'électorat ouvrier se porte sur le PCF, plus l'électorat communiste regroupe d'ouvriers ; en 1952, l'électorat communiste se compose à 38% d'ouvriers<sup>68</sup>. 15 ans plus tard, la proportion s'est accrue de 11 points. Dans les années 1970, une moitié des électeurs communistes (49% aux législatives de 1967 à 1973 et 54% à celles de 1978) est d'une famille ouvrière.

De la Libération à la fin des années 1970, le PCF a été le premier parti chez les électeurs ouvriers, tant en pénétration qu'en composition, accréditant ainsi l'idée d'une relation privilégiée, voire nécessaire, entre la classe ouvrière et lui.

### *Le « désalignement ouvrier »<sup>69</sup>*

Depuis 1981 en revanche, l'électorat communiste a perdu peu à peu sa spécificité ouvrière et s'est banalisé. Aujourd'hui, les ouvriers ne votent plus en aussi grande proportion pour le PCF, mais plutôt pour des partis anti-système comme le FN ou encore CPNT.

Dès lors que commence la seconde phase de son déclin, en 1979-1981, la proportion d'ouvriers qui votent à une élection donnée pour le PCF n'a cessé de diminuer. Le PCF recule alors beaucoup plus dans l'électorat ouvrier que dans l'ensemble de l'électorat (tableau 1) : entre 1973 et 1997, il accuse ainsi un recul de 23 points chez les électeurs de famille ouvrière contre 11 dans l'ensemble de l'électorat (tableau 1). Selon Michel Simon, « le recul du PCF ne tient nullement à son incapacité à s'attacher les nouvelles couches salariées, c'est dans la classe ouvrière qu'il perd le plus »<sup>70</sup>. La gauche tout entière est touchée par ce mouvement (tableau 3). Cependant, si elle diminue en valeur absolue, la surreprésentation électorale du PCF en milieu ouvrier connaît un rapport à peu près stable.

L'électorat communiste a ainsi sensiblement évolué sous la Cinquième République. D'abord marqué par un fort ancrage ouvrier, il s'est peu à peu désouvrié (tableau 2) : un premier décrochage intervient en 1981, aggravé en 1993<sup>71</sup>. Le Parti communiste reste malgré cela celui dont l'électorat comporte la plus grande proportion d'ouvriers jusqu'aux législatives

---

<sup>68</sup> Bon (Frédéric), *Les élections en France. Histoire et sociologie*, Seuil, 1978, p. 150.

<sup>69</sup> Nous empruntons l'expression à Pierre Martin, *op. cit.*, p. 178.

<sup>70</sup> Cité dans Venturini (Lionel), « Quelques idées fausses sur le vote ouvrier », *l'Humanité*, 3 mars 2004.

<sup>71</sup> Rey (Henri), « ouvriers (comportement électoral des) », in Perrineau (Pascal), Reynié (Dominique), dir., *Dictionnaire du vote*, PUF, 2001, pp. 709-712.

de 1997, où, pour la première fois, le FN le devance avec 20% d'électeurs ouvriers et 30% issus d'une famille ouvrière contre respectivement 18 et 27.

Par conséquent, si la présidentielle de 2002 a constitué pour beaucoup la prise de conscience de l'ampleur de ce mouvement, elle ne marque pas une rupture, mais constitue l'aboutissement d'un long processus au terme duquel 6% des ouvriers votent pour le PCF. Lors du premier tour, 40% des électeurs communistes sont ouvriers, soit autant que dans l'électorat Saint-Josse, mais sensiblement plus que pour le FN (33%) ou LO (30%)<sup>72</sup>. En 2004, les données manquent, le PCF étant le plus souvent regroupé avec les Verts et le PS, comme si son existence en tant que parti autonome n'avait plus de pertinence pour les « fabricants d'opinion ». Dans les rares sondages disponibles, « la liste de gauche » rassemble ainsi 42% des suffrages ouvriers aux régionales<sup>73</sup> et 40% aux européennes<sup>74</sup>.

L'électorat communiste s'est en fait banalisé, perdant sa spécificité populaire dans un double mouvement. Ainsi, au fil des consultations, le PC gagne-t-il « de l'audience électorale parmi les classes moyennes et supérieures, mais pas autant qu'il n'en « perd » parmi les ouvriers »<sup>75</sup>. Parallèlement, on constate un vieillissement et une tertiarisation, avec notamment « le virage à gauche des classes moyennes salariées »<sup>76</sup>. C'est pourquoi, pour Guy Michelat et Michel Simon, « le parti communiste ne doit donc pas l'essentiel de sa chute électorale à une inaptitude à capter les suffrages des couches moyennes salariées en rapide expansion, comme le voudrait une interprétation platement « sociologiste ». Il la doit tout autant, sinon plus, à la perte (très nette dès nos enquêtes de 1981 et 1982) d'une proportion très élevée des voix populaires et ouvrières, fondements historiques de son influence »<sup>77</sup>. La pénétration déclinante du Parti communiste chez les ouvriers a alors amené de nombreux chercheurs à s'interroger sur la fin d'un vote de classe et à questionner les mutations du comportement électoral des ouvriers.

---

<sup>72</sup> CEVIPOF/CIDSP/CECOP, *Panel électoral français 2002, premiers résultats*.

<sup>73</sup> Cf. par exemple le sondage sortie des urnes CSA réalisé le 21/03/2004. Dans cette enquête, cinq types de listes sont proposés aux électeurs : la liste d'extrême-gauche, la liste de gauche, la liste de divers (sic), la liste de droite et la liste d'extrême-droite. Elles rassemblent respectivement 7%, 46%, 4%, 24% et 19% du vote ouvrier.

<sup>74</sup> Sondage post-électoral Louis-Harris, 13/06/2004. Un détail est fourni : 7% des votes ouvriers se sont portés sur l'extrême-gauche, 9% sur le PCF, 26% sur le PS et 7% pour le FN. Ces chiffres sont toutefois douteux par comparaison avec les enquêtes précédentes, notamment celui de la pénétration du FN en milieu ouvrier.

<sup>75</sup> Greffet (F.), « L'évolution électorale du PCF de Robert Hue », *Communisme*, 67/68, 2001, pp. 157-179.

<sup>76</sup> Grunberg (Gérard), Schweisguth (Étienne), « le virage à gauche des couches moyennes salariées », in Lavau (Georges), Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), dir., *L'univers politique des classes moyennes*, Presses de la FNSP, 1983, pp. 351-377.

<sup>77</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique*, op. cit., p. 235.

Outre qu'il y a toujours eu une forte proportion d'ouvriers orientés à droite politiquement et idéologiquement<sup>78</sup>, et malgré le fort recul du vote communiste en milieu ouvrier, le comportement électoral des ouvriers présente quelques éléments de permanence, parmi lesquels ses dimensions ethnocentrique et autoritaire. Déjà en 1970 existait une sous-culture ouvrière marquée par le racisme, la xénophobie et l'autoritarisme<sup>79</sup>. Toutefois, les préoccupations liées à l'autorité et à l'immigration se développent surtout dans la décennie suivante<sup>80</sup>. Ces ouvriers sont nombreux aussi parmi les adhérents de la CGT ou les électeurs communistes. « Ainsi le substrat xénophobe était bien là dès les années 60, mais il n'avait pas acquis encore de réelle « visibilité politique » dans la mesure où il était enfoui sous une lecture généreuse des attitudes de la classe ouvrière et sous une interprétation parfois angélique du sinistrisme de celle-ci »<sup>81</sup>. Quelques manifestations dans des municipalités communistes en 1980-1981 donnent bien à voir le rejet des immigrés par les ouvriers et son exploitation par des élus communistes<sup>82</sup>. En 1988, plus on a d'attaches ouvrières, plus on est marqué par les attitudes xénophobes et autoritaires<sup>83</sup>. Cependant, ce n'est qu'avec l'apparition de « l'ouvriéro-lepénisme »<sup>84</sup> que ces attitudes vont acquérir une visibilité électorale. En 1997 se retrouvent ainsi les mêmes tendances qu'en 1970 : dispositions à l'autoritarisme à travers une forte adhésion au rétablissement de la peine de mort, et rejet de l'autre à travers l'idée qu'« il y a trop d'immigrés en France », d'autant plus forts que les personnes interrogées possèdent plus d'attributs ouvriers<sup>85</sup>.

---

<sup>78</sup> Capdevielle (Jacques), « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers », référence citée.

<sup>79</sup> Adam (Gérard), et *alii*, *op. cit.*

<sup>80</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*

<sup>81</sup> Perrineau (Pascal), Rey (Henri), « Classe et comportement politique. Retour sur l'électorat ouvrier », in Donegani (Jean-Marie), Duchesne (Sophie), Haegel (Florence), dir., *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*, L'Harmattan, 2002, pp. 19-32 (citation p. 26).

<sup>82</sup> Cf. aussi : Masclat (Olivier), « Une municipalité communiste face à l'immigration algérienne et marocaine. Gennevilliers, 1950-1972 », *Genèses*, 45, juin 2001, pp 150-163.

<sup>83</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*

<sup>84</sup> Cf. Perrineau (Pascal), « La dynamique du vote Le Pen : le poids du gauchisme », in Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Département d'études politiques du Figaro et presses de la FNSP, 1995, pp. 243-261.

<sup>85</sup> Perrineau (Pascal), Rey (Henri), « Classe et comportement politique », article cité.



**Tableau 3**  
**Le vote ouvrier aux élections législatives sous la Cinquième République<sup>86</sup>**

	L58	L62	L67	L68	L73	L78	L81	L86	L88	L93	L97	L02	P02
Abstention	-	15	-	-	-	6/10	12	-	31	28	-		28
Exg		4		7	4	3	1	3	0	3	3	3	16
PCF	16	33	31	33	37	32	24	15	16	12	14	6	6
GNC	30	19	18	18	27	31	44	37	44	19	30	33	17
Ecologistes						1	1	3	1	8	7	5	
Droite non gaulliste	26	13	11	8	11	15	15	32	28	21	23		
Gaullistes	30	28	30	31	21	16	14			16		26	13
Exd						2	0	10	11	15	23	16	24

En revanche, l'orientation du vote ouvrier a sensiblement évolué. La désouvriérisation de l'électorat communiste semble ainsi avoir profité au PS dans les années 1980<sup>87</sup>. Lors du premier tour de la présidentielle de 1981, 33% des ouvriers votent pour François Mitterrand contre 30% qui choisissent Georges Marchais. La présidentielle de 1988 constitue un point d'orgue de cette évolution, avec 10% des suffrages ouvriers exprimés pour André Lajoinie contre 40% à François Mitterrand. L'essentiel des ouvriers qui ne votent plus communiste s'est ainsi reporté sur le PS. La tendance se retrouve aux élections législatives, le PS, ses alliés et les divers gauche réunissant jusqu'à 44% des suffrages ouvriers en 1981 et 1988 (tableau 3). Les années 80 et 90 voient aussi les ouvriers s'abstenir de plus en plus souvent (de 12 à 28% entre 1981 et 1993). Rapporté aux inscrits, le comportement électoral majoritaire chez les ouvriers est désormais le non-vote. Dans le même temps, la part des votants qui optent pour le FN s'accroît progressivement (tableau 4) : aux législatives comme aux présidentielles, c'est désormais un quart des ouvriers qui fait ce choix contre un dixième au début de l'implantation électorale du FN. Plus, le vote en faveur du FN s'accroît régulièrement avec le nombre d'attaches ouvrières, si bien que c'est le noyau dur des ouvriers nés et mariés dans ce milieu qui est touché.

Dans cette évolution, l'élection présidentielle de 1995 marque un tournant avec l'apparition du « gaucholepénisme ». L'expression désigne la progression dans l'électorat FN des catégories populaires qui votaient traditionnellement pour la gauche.

<sup>86</sup> Exg : extrême-gauche ; GNC : gauche non-communiste ; Exd : extrême-droite Profession du chef de ménage, à l'exception de 1962. Chiffres correspondant aux suffrages exprimés. Sources : sondages IFOP jusque 1968, puis SOFRES dans Platone (François), *Les électors...*, référence citée ; « Le profil des électors au premier tour des élections législatives », *Revue française de science politique*, vol. 47, 3-4, 1997, pp. 462-468, et sondage Ipsos du 9/06/2002 pour les législatives de 2002. Pour la présidentielle de 2002, ouvriers PPI, source : panel électoral français.

<sup>87</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique*, op. cit.

**Tableau 4<sup>88</sup>**

**Pénétration et composition ouvrière de l'électorat FN**

	L86	L88	L93	L97	L02	P88	P95	P02
Pénétration PCM	10/11	11	15	23		11/18	23	
Pénétration PPI	11/13	19	18	24	15	13/19	30	24
Composition PCM	28	27	25	30		34/29	33	
Composition PPI	26	26	19	20		29/16	27	33
Résultats électoraux	10	10	12	15		14	15	17

On retrouve ces tendances dans les récentes consultations électorales. Au premier tour de la présidentielle de 2002, les ouvriers manifestent une forte défiance envers la politique ; dans les enquêtes, ils sont nombreux à penser que « la politique n'est pas pour eux »<sup>89</sup>. Quand le PCF ne recueille plus que 6% de leur suffrage, le vote anti-système en rassemble de plus en plus : 10% des voix ouvrières se portent sur CPNT, Le Pen progresse encore et atteint les 24%, là où l'extrême-gauche fait 16% (10% pour LO et 6% pour la LCR). Il convient toutefois de nuancer : si l'on détaille les catégories socio-professionnelles, ce n'est plus chez les ouvriers, mais chez les policiers et militaires que le vote FN est le plus fréquent (45%), puis chez les chefs d'entreprise et commerçants (36%), les artisans et employés de commerce (31%), et enfin chez les ouvriers qualifiés (28%), puis les ouvriers non qualifiés (21%)<sup>90</sup>. Enfin, le PS n'a plus qu'une faible influence (13%) tandis que celle de la droite classique recule.

Cette propension des ouvriers à voter pour des partis anti-système semble caractériser leur vote en France<sup>91</sup>. En ce sens, le fait que le FN (ou dans une moindre mesure CPNT) capte la plus grande partie de ces suffrages, et non plus le PCF, apparaît comme un signe de plus de la banalisation du parti communiste aux yeux même de sa cible privilégiée.

***Que sont devenus les électeurs communistes ?***

Au fur et à mesure de la pose de ces jalons, ont été soulignés successivement l'importance du déclin communiste, en particulier chez les ouvriers, et le développement

<sup>88</sup> Platone (François), *Les électors...* ; « Le profil des électors au premier tour des élections législatives » ; *Panel électoral français 2002*, référence citées, et sondage Ipsos du 9/06/2002 pour les législatives de 2002.

<sup>89</sup> Venturini (Lionel), « Quelques idées fausses sur le vote ouvrier », article cité.

<sup>90</sup> *Ibidem*.

<sup>91</sup> Cf. notamment les analyses en termes de domination : Bourdieu (Pierre), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, 1979 ; Gaxie (Daniel), *Le cens caché, Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Seuil, 1978.

parallèle d'un vote « gaucholepéniste »<sup>92</sup>, ou plus exactement « ouvriérolepéniste »<sup>93</sup>. La conjonction de ce double mouvement et d'un mode d'appréhension du vote en termes d'électorat a pu amener certains observateurs à conclure au transfert massif d'électeurs du PCF vers le FN, et à expliquer de cette façon la composante populaire du vote Le Pen. Raisonner à l'échelle plus fine des électeurs en tant qu'individus permet de nuancer ce « coup de force analogique »<sup>94</sup>.

Plusieurs indicateurs ont pu conforter l'hypothèse d'une relation directe entre déclin du PCF et essor du FN. Tout d'abord, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, les attitudes ethnocentriques et autoritaires, terreau d'implantation du FN, sont fréquentes en milieu ouvrier. Il convient néanmoins de ne pas réduire le vote FN à cette seule motivation. Par ailleurs, l'enquête menée par Anne Tristan<sup>95</sup> indique que, dans les friches politiques laissées par le PCF, le FN a parfois essayé de relayer celui-ci dans sa fonction de contre-société comme dans sa fonction tribunitienne.

Toutefois, on ne peut conclure au transfert massif d'électeurs du PCF vers le FN. Le gaucholepénisme est surtout un phénomène de 2<sup>e</sup> tour, où la question posée aux électeurs est différente de celle posée au premier tour. Plusieurs études remettent en cause cette vision caricaturale. L'une des premières est celle consacrée par Henri Rey et François Platone à la Seine-Saint-Denis, département longtemps dominé par le PCF, aujourd'hui touché par les phénomènes de désindustrialisation et de désouvriérisation généralement favorables à l'implantation du FN<sup>96</sup>. Leur argumentaire confirme l'absence de lien direct. Certes, on observe une coïncidence temporelle entre baisse du PCF et hausse du FN. Toutefois, celle-ci reste approximative : le déclin communiste commence en 1981 alors que l'essor du FN date de 1984. Certes, plusieurs zones de force du FN correspondent à des zones de baisse du PCF (Nord, midi méditerranéen, banlieue parisienne), mais là encore, cette correspondance n'est que partielle ; le FN reste faible dans les départements du centre traditionnellement favorables au PCF tandis que celui-ci n'a jamais été puissant en Alsace, terreau privilégié de l'implantation du FN. Si certaines analyses ont pu mettre en évidence des transferts plus

---

<sup>92</sup> Perrineau (Pascal), « La dynamique du vote Le Pen », article cité.

<sup>93</sup> Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen, opus cité*. François Platone et Marie-claire Lavabre, *op. cit.*, parle quant à eux de « prololepénisme » (p. 86).

<sup>94</sup> Lehingue (Patrick), « L'objectivation statistique des électors », article cité, p. 258.

<sup>95</sup> Tristan (Anne), *Au front*, Gallimard, 1987.

<sup>96</sup> Platone (François), Rey (Henri), « Le FN en terre communiste » in Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), dir., *Le Front National à découvert*, Paris, Presses de Science po, 2<sup>e</sup> édition, 1996 (1989), pp. 268-282.

systematiques comme dans le bassin minier du Pas-de-Calais<sup>97</sup>, ceux-ci restent localisés. Dans l'ensemble, comme le soulignent les auteurs, l'analyse des transferts par département ne montre aucune corrélation, et le changement d'échelle pour un niveau communal (analyse limitée à la Seine St Denis) est à peine plus probant.

De plus, si l'évolution contraire des électorats en termes de composition ouvrière pouvait laisser supposer un déplacement des électeurs « populaires » du PCF vers le FN, l'observation des données de sondage incite au contraire à penser que ce déplacement reste marginal. De 1984 à 1988, la proportion d'électeurs déclarant avoir voté communiste puis extrême-droite à deux élections successives se situe toujours entre 0 et 8%, quels que soient la paire d'élections et l'institut de sondages considérés. Les enquêtes plus récentes confirment la rareté de ce type de déplacements. Enfin, comme le note Patrick Lehingue, « les matrices d'itinéraires [de vote font] apparaître un très faible flux d'électeurs communistes vers le FN, plus faible même que celles des autres électorats »<sup>98</sup>.

Les résultats du panel électoral 2002, année qui a marqué la prise de conscience de la rupture du lien social entre la gauche et les classes populaires<sup>99</sup>, vont dans le même sens : 8% de l'ensemble des électeurs de gauche aux Législatives de 1997 déclarent avoir voté FN le 21 avril 2002. Au second tour de l'élection présidentielle, 82% des électeurs ayant voté Hue au premier tour auraient voté Chirac, 6% Le Pen et 12% se seraient abstenus. Enfin, comme le notent Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet, « Les résultats électoraux de 2002 ne donnent pas à voir de reports massifs du PCF vers l'extrême-droite »<sup>100</sup>. Il en est ainsi, y compris à Calais, présentée par la presse comme symbole du basculement des « enfants perdus de la classe ouvrière »<sup>101</sup>. Dans cette ville, la corrélation de la chute du parti communiste et de l'essor du FN, mesurée par bureaux de vote entre les élections présidentielles de 1995 et 2002, est quasiment nulle (.04), démontrant ainsi l'absence de lien régulier entre les deux évolutions<sup>102</sup>.

---

<sup>97</sup> Jaffré (Jérôme), « Front National : la relève protestataire », in Dupoirier (Élisabeth.), Grunberg (Gérard.), dir., *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, pp. 211-229.

<sup>98</sup> Lehingue (Patrick), « L'objectivation statistique des électorats », article cité.

<sup>99</sup> Les débats et réflexions sur cette question se sont en effet multipliés depuis cette date. Du côté des acteurs, le PCF a mené une enquête sur des quartiers où il était fortement implanté, organisé des débats sur la question du « populisme »... On retrouve cette tendance chez les analystes de la vie politique. A titre d'exemple, on peut citer la journée de débats organisée par le CRAPS le 18 mai 2002, la table ronde consacrée aux rapports populaires au politique lors du congrès de l'Association française de sociologie, ainsi bien sûr que nombre de publications citées dans cet article, et cet article même.

<sup>100</sup> Andolfatto (Dominique), Greffet (Fabienne), « L'extinction du parti communiste ? », article cité, p. 171.

<sup>101</sup> Selon l'expression de J.-P. Dufour, *Le monde*, 25/04/2000.

<sup>102</sup> Bué (Nicolas), « De la relativité des phénomènes sismiques. Le vote communiste à Calais de 1969 à 2002 », *Communisme*, 72/73, 2002-2003, pp. 139-171.

En outre, le profil de ces électorats est sensiblement différent. L'électorat communiste se distingue de celui du FN tant dans sa structure par âges que dans sa composition socio-professionnelle ou ses motivations : les électeurs du PCF se situent à gauche à 89%, tandis que ceux du FN se disent surtout de droite ou ni droite ni gauche (respectivement 50 et 34%)<sup>103</sup>.

Enfin, Nonna Mayer a montré que les ouvriers qui se retrouvent dans l'électorat du FN sont issus des générations nouvelles, qui ont bénéficié d'une socialisation politique sensiblement différente : « c'est surtout chez les jeunes, ceux qui *précisément* ne sont pas « arrimés » à la gauche, qui n'ont encore aucun ancrage politique déterminé, que le phénomène [l'ouvriéro-lepénisme] se développe aujourd'hui »<sup>104</sup>. En effet, le vote FN est nettement surreprésenté chez les jeunes ouvriers, alors que le vote communiste est surtout surreprésenté chez ceux de plus de 40 ans réunissant au moins deux attributs ouvriers. En fait, « c'est précisément chez ces très ouvriers des générations récentes que l'autoposition « gauche » marque le recul le plus sévère »<sup>105</sup>. Le terme gauchisme est donc impropre puisque les électeurs ouvriers du FN en 1997 se situent très majoritairement à droite et avaient voté pour un parti de droite ou n'avaient pas voté aux précédentes élections. D'ailleurs, les formations de droite réunissent une part de plus en plus faible des votes ouvriers<sup>106</sup>. Par conséquent, il reste indéniable que *des* individus sont passés du vote PCF au vote FN, mais, si l'ancrage ouvrier constitue une caractéristique du vote FN comme jadis du vote PCF, on ne peut parler de transfert massif d'électeurs..

En définitive, comme le résume Jacques Capdevielle : « Même si les sympathisants communistes qui prennent leurs distances avec le secrétaire général du PCF ne sont généralement pas les mêmes que ceux qui se rallient au leader du FN, leur désaffection politique libère, dans leur entourage – voisins et petits commerçants dans le quartier, collègues dans l'entreprise – un espace dans lequel le leader du FN peut désormais être écouté ». Il explique par ailleurs que « le vote protestataire a toujours été une composante importante du vote ouvrier, que ce soit, pendant longtemps, sous l'égide du PCF ou, plus récemment sous celle du FN. Avec une différence importante toutefois. Dans le premier cas, les ouvriers qui accordaient leurs suffrages au PCF étaient intégrés dans une véritable « contre-communauté » qui les fidélisait. Dans le second, ce sont au contraire des hommes ou

---

<sup>103</sup> « Le profil des électorats au premier tour des élections législatives », référence citée. Nonna Mayer parle ainsi de vote « ni-niste » : *Ces français qui votent Le Pen*, op. cit.

<sup>104</sup> Mayer (Nonna), *Ibidem*, p. 36 (souligné par nous).

<sup>105</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et le politique*, op. cit., p. 209.

des femmes le plus souvent marginalisés, atomisés dans un environnement déstructuré »<sup>107</sup>. L'hypothèse d'un remplacement fonctionnel du PCF par le FN ne résiste donc pas à l'analyse. Au-delà de l'aspect électoral, le FN ne peut prétendre succéder au PCF dans ses fonctions sociétales (sa fonction tribunitienne notamment)<sup>108</sup>. Le FN n'est pas un parti de masse, il n'encadre pas les populations comme le PCF. Les tentatives qu'il a menées en ce sens ont échoué.

On peut dès lors s'interroger sur le devenir des électeurs, et notamment des ouvriers, qui ont voté autrefois pour le PCF. Tout d'abord, les électeurs du PCF vieillissants tendent à disparaître naturellement avec l'âge.

Sans pouvoir conclure à un transfert massif, il semble en outre qu'une part non négligeable d'entre eux ait voté pour l'extrême-gauche aux différentes consultations qui se sont succédé depuis 1995. On observe surtout ce type de mobilité dans les scrutins nationaux. Par exemple, entre 1988 et 1995, « il semblerait qu'environ 5% de sympathisants communistes se soient portés sur le vote Laguiller »<sup>109</sup>. Les sondages effectués lors de l'élection présidentielle de 2002 indiquent par ailleurs un mouvement des électeurs de Robert Hue vers l'extrême-gauche. Ainsi, selon un sondage Ipsos<sup>110</sup>, 9 et 10% de ses électeurs en 1995 se seraient portés en 2002 respectivement vers Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, contre moins de 5% vers l'extrême-droite. De même, l'observation des courbes d'intentions de vote n'indique pas de transfert massif d'un électorat à l'autre.

Les analyses territoriales du vote corroborent les résultats des enquêtes par questionnaire. Comme l'ont montré Annie Laurent et Bernard Dolez<sup>111</sup>, l'extrême-gauche a conquis, au détriment du PCF, une partie de l'espace que celui-ci occupait à la gauche du PS. On serait facilement amené à conclure à un glissement des électeurs communistes vers leur gauche. En réalité, la situation est plus complexe, dans la mesure où l'on est face à deux électorats sociologiquement et territorialement différents. Tout d'abord, le vote d'extrême-gauche progresse surtout dans ses zones de force initiales (corrélation de .66 entre les présidentielles de 1995 et 2002). De même observe-t-on une corrélation partielle entre la montée de l'extrême-gauche et le recul du PCF (corrélation de -0.43 par départements, mais -

---

<sup>106</sup> Pour certains, on peut en conclure qu'une part non négligeable des ouvriers votant FN provient de la droite classique. Cf. Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et le politique*, op. cit.

<sup>107</sup> Capdevielle (Jacques), « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers », référence citée, p. 140.

<sup>108</sup> Rey (Henri), *La peur des banlieues*, Presses de Sciences po, 1996.

<sup>109</sup> Courtois (Stéphane), « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste », article cité, p.185.

<sup>110</sup> Sondage Ipsos, 22/04/2002.

0.70 par circonscriptions dans le Nord/Pas-de-Calais, et -0.53 par bureaux de vote à Calais<sup>112</sup>). La progression de l'extrême-gauche affecte donc bien le PCF mais est surtout liée au recul de la gauche plurielle dans son ensemble (-0.82 par circonscriptions dans le Nord/Pas-de-Calais).

Par ailleurs, d'après différentes études, les anciens électeurs communistes, et notamment les ouvriers, sont pour une part devenus abstentionnistes. En revanche, différentes analyses indiquent qu'à partir de 1981<sup>113</sup>, le PS a globalement bénéficié de la chute du PCF, en particulier en milieu ouvrier.

Au total, si l'on ne peut assimiler systématiquement et naturellement vote ouvrier et vote pour un parti de gauche, il reste que la catégorie « ouvriers »<sup>114</sup> a longtemps voté en majorité pour la gauche, en particulier pour le PCF. Cette « équation française » a bel et bien fait long feu. Face à ce constat explicable en grande partie par les évolutions de la condition ouvrière, on ne peut pour autant passer sous silence ce qui, dans les transformations de l'institution partisane elle-même, a pu contribuer à cette évolution.

## **La « classe ouvrière » : de la « classe gardée »<sup>115</sup> à la classe oubliée par le PCF ?**

Pour rendre compte du déclin de l'emprise du PCF sur les catégories populaires, il nous faut revenir sur ce qui lui a permis de s'auto-proclamer « parti de la classe ouvrière », de cultiver une singularité dans le champ politique, singularité aujourd'hui mise à mal et en doute. Or c'est cette identité distinctive qui était la clé de l'adéquation revendiquée par les communistes entre leur parti et les ouvriers. C'est d'abord par la composition sociale de ses directions à tous les niveaux que le parti communiste a fondé sa stratégie identitaire de distinction, s'érigeant en « parti de type nouveau », en parti « réellement ouvrier ». C'est aussi

---

<sup>111</sup> Dolez (Bernard), Laurent (Annie), « Marges et marches de la gauche », in Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote de tous les refus*, Presses de Science Po, 2003, pp. 251-273.

<sup>112</sup> Bué (Nicolas), « De la relativité des phénomènes sismiques », article cité.

<sup>113</sup> Martin (Pierre), *Comprendre les évolutions électorales*, opus cité ; Michelat (Guy), Simon (Michel), *Les ouvriers et la politique*, op. cit. Sur ces aspects, les analyses restent relativement peu nombreuses. On retrouve ces tendances dans la ville de Calais : Bué (Nicolas), « De la relativité... », article cité.

<sup>114</sup> Dont on doit encore une fois garder à l'esprit le caractère construit, tant par les analyses la concernant que par les acteurs politiques eux-mêmes. L'identification et la mise en cohérence de ce groupe, par la notion de classe notamment, constituent en effet un enjeu de la compétition politique à la constitution duquel le parti communiste français a contribué.

sur le plan idéologique et doctrinal que les communistes entendaient se différencier en faisant de l'analyse marxiste et du référent révolutionnaire le fondement de leur identité collective. Nous voudrions ici avancer quelques hypothèses, qui n'ont pas pour ambition d'épuiser la réflexion, mais de comprendre en quoi et comment s'est sensiblement émoussée cette singularité du parti communiste.

### ***Recrutement et encadrement : la perte de singularité***

Si le parti communiste a pu pendant des décennies « faire de la classe ouvrière sa classe gardée », c'est en premier lieu parce qu'il a mis en place très tôt une politique d'encadrement, de formation et de promotion des militants d'origine ouvrière. En privilégiant des dirigeants et porte-parole ouvriers, le parti communiste revendiquait la représentativité des ouvriers, une représentation-miroir fondée sur la commune expérience de la condition ouvrière.

Bernard Pudal<sup>116</sup> a largement exploré cette problématique des conditions sociales et culturelles qui ont permis au PCF de se définir comme « parti de la classe ouvrière » et contribué ainsi à l'objectivation de celle-ci. Il montre comment, dans les années 20 et surtout les années 30, le PCF se lance dans « une entreprise de subversion des règles du champ politique qui excluaient majoritairement les membres des catégories populaires » et contribue ainsi à la légitimation d'un personnel politique ouvrier. On pense évidemment à Maurice Thorez dont l'origine ouvrière a servi d'étendard au parti communiste pendant des décennies. Comme le note très justement Stéphane Sirot, « *Fils du peuple* n'est pas une autobiographie, c'est l'histoire du nous collectif. [...] Le livre donne à voir en action l'exemple du parfait militant »<sup>117</sup>. L'éloge du représentant s'y confond avec celui des représentés, et fait de cette hagiographie un des fondements du culte de la personnalité ouvrière militante<sup>118</sup>. C'est ensuite à tous les niveaux que des militants ouvriers ont été placés aux postes de direction, dans les cellules, les sections, les fédérations, les postes électifs, pour attester la spécificité du parti et favoriser l'identification des ouvriers, rassemblés symboliquement sous la bannière de « la classe » et du « prolétariat », ayant historiquement pour mission d'œuvrer à la révolution pour

---

<sup>115</sup> Nous empruntons cette formule à Marc Lazar : « Le PCF entend faire de la classe ouvrière sa classe gardée ». Lazar (Marc), *Le communisme, une passion française*, op.cit., p.144.

<sup>116</sup> Pudal (Bernard), *Prendre parti*, op. cit.

<sup>117</sup> Sirot (Stéphane), *Maurice Thorez*, Presses de Sciences Po, 2000., p. 26.

<sup>118</sup> Pudal (Bernard), *Prendre parti*. Op. cit., p.222 sq.



abolir le capitalisme. En rappelant sans cesse leur origine ouvrière, dans les discours, les professions de foi, les autobiographies<sup>119</sup>, en faisant valoir leur qualité de « fils du peuple », ils revendiquaient le monopole de la représentation des classes populaires, aussi bien des ouvriers que des paysans, symbolisée par la fameuse alliance entre le marteau et la faucille. Le parti communiste pouvait alors se targuer d'être la seule organisation capable de faire passer un ouvrier « de l'usine à l'Assemblée nationale »<sup>120</sup>. Si ces processus de promotion et de légitimation d'un personnel politique ouvrier connaissent leur apogée des années 30 aux années 50, en nourrissant l'ouvriérisme communiste du culte de Thorez, ils ne disparaissent pas pour autant dans les années suivantes. Il n'est que d'évoquer la gouaille populaire de Jacques Duclos, le passé paysan de Waldeck Rochet<sup>121</sup>, qu'il cultivent par leur accent, ou encore la « présentation de soi »<sup>122</sup> de Georges Marchais<sup>123</sup>. Le parti communiste a donc tout au long de son histoire cultivé une originalité sociale qui permet de rendre compte, entre autres facteurs, de sa pénétration dans les rangs ouvriers.

Si le parti communiste a longtemps pu revendiquer avec un certain succès la représentation des classes populaires, c'est que ses dirigeants pouvaient généralement faire valoir leur origine populaire, « leur brevet de roture » selon une heureuse formule de Bernard Pudal. C'est aussi parce que les ouvriers étaient surreprésentés dans ses rangs, rendant crédible le label de « parti des ouvriers ». En 1979, les ouvriers représentent 46.5% des effectifs communistes, alors qu'ils sont 35% dans la population active<sup>124</sup>. Aujourd'hui 31.3% des adhérents communistes sont ouvriers<sup>125</sup>. Cette proportion reste supérieure à celle des ouvriers dans la population active qui s'établit en 2003 à 24,8%<sup>126</sup>. C'est pourtant dans cette catégorie que le déclin des effectifs est le plus net, alors que la proportion de cadres moyens et de professions intermédiaires a sensiblement augmenté, passant de 14.7% à 19.8% des adhérents entre 1979 et 1997. De même, la proportion des professions libérales et des cadres supérieurs, estimée à 4.9% des adhérents en 1979, s'est accrue de façon significative pour

---

<sup>119</sup> Voir sur ce point : Penetier (Claude), Pudal (Bernard), dir., *Autobiographies, autocritiques et aveux dans le monde communiste*, Belin, 2002 ; Pudal (Bernard), « Les dirigeants communistes. Du « fils du peuple » à « l'instituteur des masses » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°72, 1988, pp. 46-70 ; Pudal (Bernard), « Le « peuple » dans *Fils du peuple* », *Sociétés et représentation*, 8, décembre 99, pp. 265-279.

<sup>120</sup> Selon le titre de l'autobiographie de Gustave Ansart, longtemps secrétaire de la fédération du Nord et député : Ansart (Gustave), *De l'usine à l'Assemblée nationale*, Editions sociales, 1977.

<sup>121</sup> Voir Vigreux (Jean), *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, La Dispute, 2000.

<sup>122</sup> Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 1 : *La présentation de soi*, Editions de Minuit, 1973 ; *Les rites d'interaction*, Editions de Minuit, 1974 ; *Façons de parler*, Editions de Minuit, 1987.

<sup>123</sup> Hofnung (Thomas), *Georges Marchais. L'inconnu du parti communiste français*, Archipel, 2001.

<sup>124</sup> Platone (François), « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », *Communisme*, n°7, 1985, pp. 31-64..

<sup>125</sup> Platone (François), Ranger (Jean) , « Les adhérents du PCF en 97 », *référence citée*.

<sup>126</sup> INSEE, enquête emploi 2003.

atteindre 11.3% en 1997<sup>127</sup>. Par ailleurs, parmi les adhérents ouvriers, on constate une nette prédominance des ouvriers à statut, travaillant dans les entreprises publiques, notamment à EDF ou à la SNCF, et une sous-représentation des ouvriers exerçant dans les entreprises privées et particulièrement les PME<sup>128</sup>. Le même phénomène est à l'œuvre parmi les employés et les cadres. Néanmoins, le parti communiste reste « de loin le mieux ancré [des partis de gauche] dans les milieux populaires puisque près de la moitié des adhérents sont employés ou ouvriers (42%) »<sup>129</sup>.

Ces évolutions sociales du recrutement communiste, qui attestent une perte indéniable de représentativité ouvrière, se doublent d'une nette sous-représentation des ouvriers et des employés dans les directions du parti. Nous reproduisons ici un tableau proposé par Dominique Andolfatto<sup>130</sup>, dont les données illustrent bien la perte de singularité de l'encadrement communiste.

**Tableau :5**  
**« La distribution socio-professionnelle des adhérents et des dirigeants du PCF ».**

Années	Adhérents		Membres du comité national			Secrétaires des fédérations
	1979	1997	1994	2000	2001	2000
Agriculteurs	3.4	1.6	1.4	0.8	0.4	1.1
Commerçants, artisans, industriels.	5.3	3.2	0	0	0	0
Professions libérales, cadres supérieurs, professions intellectuelles supérieures	4.9	11.3	27.5	17.8	18.2	6.9
Professions intermédiaires, cadres moyens	14.7	19.8	23.9	37.5	40.9	24.1
Employés	25.4	32.9	20.4	24.1	27.6	34.5
Ouvriers	46.5	31.3	26.8	19.8	12.9	33.3
Total	100	100	100	100	100	100

Alors que les ouvriers représentaient 31.3% des adhérents en 97, ils sont 19.8% des membres du conseil national élus en 2000 et 12% des membres élus en 2001. Un des fondements de la spécificité du PCF a donc bien disparu et la promotion au sein de l'appareil répond aujourd'hui peu ou prou aux mêmes logiques que dans les autres organisations politiques. Les critères pour accéder aux directions, notamment nationale, du PCF, sont désormais beaucoup plus liés au sexe, à l'âge et aux origines « ethniques » qu'à la catégorie socio-professionnelle, d'autant plus depuis qu'un des leitmotiv de « la mutation » est de

<sup>127</sup> Platone (François) et (Jean Ranger), « Les adhérents du PCF en 97 », *op. cit.*

<sup>128</sup> Même s'il ne s'agit pas d'une nouveauté, le parti communiste ayant toujours été mieux implanté dans les grandes entreprises où la CGT était puissante, la sur-représentation des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques connaît aujourd'hui des proportions sans précédent, liée notamment aux évolutions des pratiques de syndicalisation.

<sup>129</sup> Boy (Daniel), et alii, *C'était la gauche plurielle, op. cit.*, p. 27.

promouvoir « une direction rajeunie, féminisée et métissée »<sup>131</sup>. Ce décalage entre la réalité partisane à la base et la direction nationale se trouve encore renforcé si on prend en considération la proportion de permanents et d'élus dans le conseil national. En effet, les permanents mentionnent leur profession d'origine, ce qui gonfle artificiellement le pourcentage d'ouvriers. Mais un permanent, professionnel de la politique depuis parfois plus de trente ans, n'a pas grand chose de commun avec un ouvrier, fût-il fraiseur ou cheminot d'origine !

Le déclin de la formation partisane<sup>132</sup> nous semble être au cœur de cette dilution de la singularité de l'institution communiste. La promotion de cadres ouvriers était intimement liée, en effet, à l'existence d'un cursus de formation partisan. Pour nombre de militants d'origine populaire, la scolarité partisane a pu être un tremplin pour entamer une carrière de permanent politique. Les écoles du PCF étaient un moyen de contrecarrer les logiques censitaires<sup>133</sup> qui excluaient majoritairement les ouvriers du champ politique. Pour les militants qui y trouvaient la voie d'une scolarité de substitution comme pour les intellectuels, d'intention ou de profession, qui y ont enseigné, les écoles du parti ont symbolisé la possibilité de lutter contre les inégalités sociales et culturelles. Pour les premiers, les écoles permettaient d'accéder à une connaissance théorique d'autant plus valorisée qu'elle devait servir en pratique « à mieux lutter ». Pour les seconds, elles étaient l'occasion de mettre leur savoir « au service du parti » et de jouir ainsi du statut de guide éclairé, version laïque de la vocation sacerdotale<sup>134</sup>.

La disparition de l'éducation communiste et son remplacement par une offre de stages de formation beaucoup plus courts, d'une durée de quatre ou cinq jours tout au plus, constituent un facteur parmi d'autres de la dilution de la singularité du PCF. En l'absence d'une politique volontariste de formation de militants d'origine populaire, le PCF n'échappe plus aux mécanismes de sélection qui contribuent à la sous-représentation des catégories sociales les moins dotées en ressources culturelles au fur et à mesure que l'on monte dans les hiérarchies de responsabilités. La disparition des écoles et la moindre incitation à l'étude théorique dans les « initiatives de formation » laissent libre cours aux mécanismes d'auto-exclusion qui sont au principe de la sous-représentation des catégories populaires dans le champ politique. La maîtrise des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être, qu'exige la prise

---

<sup>130</sup> Dominique Andolfatto, « Le parti de Robert Hue », article cité, p.238.

<sup>131</sup> « Martigues 23-26 mars 2000. Les textes et les votes du 30<sup>e</sup> congrès du Parti communiste français ».

<sup>132</sup> Ethuin (Nathalie), *A l'école du parti*, op. cit.

<sup>133</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit.

<sup>134</sup> Suaud (Charles), *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Editions de Minuit, 1978.

de responsabilités politiques, est de moins en moins redevable à l'investissement dans les structures du parti et de plus en plus liée à une socialisation extra-partisane. Les transformations qui affectent les activités de formation des communistes sont à la fois un symptôme du déclin du PCF et un élément d'amplification de ses effets. On ne peut que souscrire à cette analyse de Marie-Claire Lavabre et François Platone : « En faisant disparaître ce qu'étaient les tares du centralisme démocratique, le danger de faire disparaître ce qu'étaient les avantages - notamment la formation, la socialisation et la promotion de militants d'origine populaire - est réel. Car une organisation lâche, fondée sur l'initiative des militants actifs, fait la part belle à ceux qui sont le mieux rompus aux débats, les plus ouverts aux rencontres avec d'autres milieux. Le risque existe de laisser sur la touche ceux qui, par timidité, par sentiment d'incompétence, par manque d'assurance verbale, n'ont pas la capacité d'assurer cette pratique militante, ceux qui n'ont pas le capital culturel nécessaire pour se sentir à l'aise dans la confrontation, par exemple, avec des non-communistes, ou même avec leurs camarades »<sup>135</sup>.

### *L'affadissement de la rhétorique communiste*

Cette perte de singularité sociologique, et partant identitaire, est perceptible également à travers un affadissement de la rhétorique communiste qui n'est plus à même de susciter l'identification ouvrière. Là encore un détour par le passé est nécessaire pour prendre la mesure des évolutions récentes. Sans lisser l'histoire du PCF, ce qui nécessiterait évidemment de bien plus amples développements et des nuances, il n'est pas exagéré de dire qu'une des conditions du relatif succès du PCF jusque dans les années 70 tenait à sa capacité à produire une politisation des ouvriers et des groupes populaires<sup>136</sup>, via notamment une valorisation et une dignification de la condition ouvrière. Le discours<sup>137</sup> que proposait l'institution communiste rencontrait un écho chez les membres des catégories populaires : en leur fournissant une mise en mots et en sens de leur vécu, il alimentait une conscience de classe et contribuait à faire advenir symboliquement cette mythique classe ouvrière. En martelant les termes « ouvriers », « classe ouvrière », « exploitation capitaliste qui opprime les travailleurs », en véhiculant une vision clivée du monde social, en expliquant les « lois de la

---

<sup>135</sup> Lavabre (Marie-Claire), Platone (François), *Que reste-t-il du PCF ?*, op. cit., p. 41.

<sup>136</sup> Voir notamment l'ouvrage collectif *Le siècle des communismes*, op. cit.

<sup>137</sup> Labbé (Dominique), *Le discours communiste*, Presses de la FNSP, 1977.

lutte des classes », la phraséologie communiste permettait de passer d'un instinct de classe à une conscience de classe<sup>138</sup>. Elle permettait de mettre en sens le vécu de la domination ouvrière, comme le résume si bien cet extrait d'entretien :

*« J'ai compris qu'à cet engagement de réaction, de révolte, de combat contre les inégalités, il y avait toute une théorie, il y avait toute une conception du combat révolutionnaire qui était quand même très établie, très codée et très rassurante en même temps. Et donc ça m'a ouvert des tas d'horizons sur la lecture, on ne lisait pas chez moi, ça m'a donné une ouverture sur les arts, sur la culture. Oui je peux dire que c'est grâce au parti communiste que j'ai découvert ça. »<sup>139</sup>*

Le PCF a longtemps tendu aux ouvriers un miroir dans lequel se reflétait une vision valorisante, voire héroïsée et largement idéalisée de leur condition, de leur potentialité et de leur force collective. Marc Lazar a ainsi mis en évidence la valorisation du statut de mineur. Parce qu'ils attiraient « une sympathie mêlée d'effroi » et qu'ils incarnaient l'identité ouvrière, ses valeurs (solidarité, courage, virilité etc.), parce qu'ils symbolisaient aussi le combat pour l'indépendance nationale, les mineurs étaient présentés comme préfigurant l'homme communiste<sup>140</sup>. Si le PCF a attiré dans ses rangs autant de générations d'ouvriers jusque dans les années 70, (Jean-Paul Molinari estimant à deux millions le nombre d'ouvriers ayant un jour adhéré au PCF), c'est qu'était en jeu dans cette adhésion l'estime de soi des membres des classes populaires. Cette valorisation passait notamment par la mixité sociale et culturelle des multiples lieux d'entre-soi communiste. Les écoles du parti ont joué de ce point de vue un rôle important, en permettant à des militants de rencontrer des intellectuels et des universitaires. Cet extrait d'entretien illustre la valorisation donnée par le passage par les écoles :

*« Quand c'est des universitaires qui t'expliquent ce que c'est que le droit, les sources du droit, ce que c'est que la magistrature, ça a vraiment une tenue très très haute. Parce qu'il y a quand même une chose chez les autodidactes que nous sommes, ma femme dit ça en rigolant parce qu'elle, elle a été à l'université, mais les autodidactes sont quand même ceux qui ont eu les plus mauvais professeurs parce qu'ils l'étaient eux-mêmes, alors que là tu t'aperçois qu'un professeur d'université qui t'apprend le droit, c'est extrêmement clair, il n'y a pas d'amateurisme. Alors qu'il y a toujours chez des militants comme moi, bon c'est pas de l'amateurisme, on est toujours au fait des problèmes, mais il y a toujours un déficit de connaissances pures, c'est-à-dire qui ne soient pas mâtinées par le social. C'est pour ça que tous ceux qui faisaient les cours d'économie, de philo ou d'histoire dans les écoles du parti, c'était pour la plupart des chercheurs ou des profs d'université. Effectivement quand tu es*

---

<sup>138</sup> Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, pp. 145-168.

<sup>139</sup> Entretien avec G.B.

*devant quelqu'un comme Lucien Sève qui te fait un cours de philosophie tu es bouche bée... T'as vu le niveau ! C'est du niveau universitaire, ça c'est clair. »<sup>141</sup>*

Les militants communistes qui refusent le « cens caché »<sup>142</sup> pesant sur le champ politique, se trouvent d'autant plus valorisés qu'ils se distinguent ainsi de leurs *camarades de classe* auto-exclus de la politique par « sentiment d'incompétence statutaire »<sup>143</sup>. Les militants font alors figure de « champions de classe »<sup>144</sup> ; l'engagement politique, ici communiste, pour les ouvriers, peut être considéré comme une « auto-symbolisation, la seule symbolisation qui leur soit vraiment ouverte » et par laquelle ils se grandissent<sup>145</sup>.

*« Je dois avoir avec le recul une vision beaucoup trop idyllique, mais il y avait des hommes remarquables qui venaient là, des enseignants mais pas que des enseignants d'ailleurs. Cette relation avec des hommes venus faire partager leurs connaissances a été pour moi quelque chose de révélateur, d'extrêmement enthousiasmant. Moi je fais partie d'une génération où, je n'en veux pas à ma pauvre mère, mais on nous répétait que devenir ouvrier ce n'était pas le summum de la réussite mais plutôt le summum de l'échec. Donc pouvoir après découvrir que la vie d'un ouvrier peut aussi progresser, peut aussi être utile... »<sup>146</sup>*

Pourquoi alors les ouvriers désertent-ils à ce point les rangs du PCF depuis maintenant plus de 20 ans ? Pourquoi le PCF ne peut-il plus désormais remplir ce que Georges Lavau avait résumé sous l'expression de « fonction tribunitienne » ? Ou dit autrement, à quoi ne sert plus le parti communiste français ?<sup>147</sup> Les causes sont multiples et nous n'avons pas la prétention de pouvoir les analyser toutes. L'objectif ici est simplement de résumer en quoi le parti communiste a pu contribuer à la désobjectivation de « la classe ouvrière » en ne la donnant plus à voir et à entendre dans ses discours.

Face à la crise économique des années 1970 et 1980, face aux transformations des classes populaires<sup>148</sup> qui s'en sont suivies, (chômage massif, précarisation extrême voire exclusion, étiolement des solidarités professionnelles par l'effondrement des forteresses

---

<sup>140</sup> Lazar (Marc), « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », *Revue Française de Science Politique*, vol. 35, n°2, 1985, pp. 190-205.

<sup>141</sup> Entretien avec P.H., le 25 janvier 2002, réalisé par Nathalie Ethuin dans le cadre d'une thèse sur les écoles du PCF, *op. cit.*

<sup>142</sup> Sur les mécanismes de sélection politique voir Gaxie (Daniel), *Le cens caché, op. cit.*

<sup>143</sup> Bourdieu (Pierre), Saint Martin (Monique de), « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, 1977, pp. 55-89.

<sup>144</sup> Verret (Michel), *La culture ouvrière*, ACL Editions, 1988, p. 195.

<sup>145</sup> *Ibidem.*

<sup>146</sup> Entretien avec G.T, le 25 mars 1999.

<sup>147</sup> Cette question renvoie au titre du livre de Georges Lavau, *A quoi sert le PCF ?*, Fayard, 1981.

<sup>148</sup> Cf. en particulier Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.

ouvrières et la mise en concurrence des salariés...)<sup>149</sup>, les communistes développent un discours misérabiliste, alarmiste. Mais faute d'alternative à proposer, ils ne parviennent pas à enrayer la fragmentation des classes populaires et la perte de conscience de classe de nombreux ouvriers qui ne se définissent d'ailleurs plus comme tels. Pour les ouvriers les moins fragilisés par la crise économique, ceux qui désertent les cités populaires pour vivre dans un pavillon de lotissement, le discours misérabiliste du PCF durant les années 1980, par la voix de Georges Marchais notamment, contribue à la dévalorisation de la condition ouvrière à laquelle ils veulent échapper. Comme le souligne Olivier Schwartz, « parler aux ouvriers comme à des pauvres c'était leur donner une identité qu'ils refusaient »<sup>150</sup>. Pour les autres, les populations les plus touchées par les effets de la crise, le parti communiste aussi les avait abandonnés ; non seulement les lendemains ne chantaient pas, mais ils étaient même plus sombres que la veille !

En usant des termes « exclus », « laissés pour compte de la croissance », voire « les gens d'en bas », le discours communiste a perdu sa singularité et sa capacité à homogénéiser les classes populaires en travaillant la conscience d'appartenir à un groupe, et d'avoir les mêmes intérêts à défendre. Alors que le PCF avait construit son identité sur une valorisation des catégories populaires, sur une mise en sens de la condition ouvrière, le fait de ne plus, ou presque, utiliser ce mot a pu participer à la dévalorisation symbolique des ouvriers. Ainsi, Le manifeste adopté au 28<sup>e</sup> congrès de 1994 délaisse-t-il la référence à la classe ouvrière et précise-t-il : « libérer la société de la domination de la classe capitaliste n'implique donc pas de privilégier les intérêts d'une classe particulière »<sup>151</sup>.

Un discours prononcé par Marie-George Buffet, à l'occasion de la rencontre nationale des animateurs de la vie du parti à Nanterre le 16 novembre 2002, est révélateur des évolutions du lexique communiste :

*« Beaucoup d'hommes et de femmes des milieux populaires, du monde du travail ont le sentiment que nous les avons abandonnés, beaucoup se sentent à l'écart de la politique et de la société, beaucoup sont résignés à ce monde et le subissent. Mais qui sont ces centaines de salariés qui continuent à vendre leur force de travail dans des grandes entreprises ou dans des plus petites? Qui sont ces centaines de milliers de femmes et d'hommes, employés de bureau ou de commerce, qui subissent la*

---

<sup>149</sup> Avec pour conséquence notable une diminution forte du sentiment d'appartenance à la « classe ouvrière » au profit de la classe moyenne. Ainsi que le notent Michelat et Simon (*Les ouvriers et le politique, op. cit.*), de 66 à 2002, l'identification à la classe ouvrière a reculé de 23 à 14%, sans que ce soit attribuable à une désouvriérisation objective de la population: « Tout se passe comme si la classe ouvrière avait massivement reculé comme groupe de référence, non seulement pour les non-ouvriers, mais aussi, et proportionnellement bien davantage, pour ceux qui sont liés et/ou appartiennent au groupe ouvrier » (p. 145).

<sup>150</sup> Schwartz (Olivier) « Réflexion sur un rendez-vous manqué. Le PCF et les ouvriers des années 80 », dans Spire (Antoine), dir., *La culture des camarades*, Autrement, 1986, pp.

*loi du système ? On cherche aujourd'hui à les diviser et il est vrai que la conscience du « tous ensemble » se fait moins évidente. Parce que nous sommes des leurs, nous devons parvenir à incarner ce qui les rassemble et la force de cette identité . Nous devons faire place à la voix de tous ces hommes et toutes ces femmes, à leurs colères, à leurs révoltes, à leurs aspirations. Avec eux.*

*Nous devons investir le terrain de l'éducation populaire par laquelle les hommes et les femmes entre eux se forment, s'informent, se lèvent, s'élèvent, prennent conscience d'eux-mêmes et de leur immense capacité transformatrice. Communistes, nous devons être profondément ce que nous sommes par essence : nous devons être du peuple. »*

Ce discours porte bel et bien la trace de la période la plus contemporaine de l'histoire du PCF : le mot « ouvrier » n'est pas prononcé ; il y est question de « la conscience du tous ensemble » et non plus de la « conscience de classe », de « capacité transformatrice » mais non de « rôle révolutionnaire ». Enfin le parti communiste se veut le représentant du « peuple » dont il serait « par essence » issu et non plus comme il l'a longtemps revendiqué le « représentant de la classe ouvrière ». En recourant beaucoup moins aux termes « ouvriers », « classe ouvrière », le PCF a participé au « vieillissement des mots sociaux utilisés pour désigner les membres des catégories populaires »<sup>152</sup>.

D'autre part, le souhait d'élargir les bases sociales de son électorat a contribué sensiblement à affadir l'identité du PCF. Le discours partisan a été largement déconflictualisé<sup>153</sup> ; en s'adressant aux « gens », sans autre précision, en appelant aux « citoyens », ou en adoptant comme slogan pour la campagne présidentielle de 2002 le très consensuel « La France c'est vous ! », les communistes ont largement oblitéré leur spécificité au sein du champ politique.

C'est encore sur le plan idéologique que le PCF peine à se distinguer. C'est entre autres par l'intermédiaire de ses intellectuels que le PCF luttait pour imposer l'existence et délimiter les contours de la classe ouvrière, à l'image de certains travaux de Serge Mallet ou de Jean Lojkine<sup>154</sup>. Leurs ouvrages ont en commun de tenter d'élargir la classe ouvrière aux ingénieurs et techniciens notamment. Le second, publié en 1986, s'inscrit dans un contexte de

---

<sup>151</sup> Baudouin (Jean), « L'idéologie communiste entre régulation et érosion », article cité.

<sup>152</sup> Beaud (Stéphane) et Pialoux (Michel), « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? », dans *A gauche !*, La découverte, 2002.

<sup>153</sup> Sur la déconflictualisation du discours socialiste, voir Lefebvre (Rémi), « Le Parti socialiste et les catégories populaires. Quelques hypothèses pour l'analyse d'un divorce consommé », *Recherche socialiste*, n°19, juin 2002, pp. 7-19 ; Lefebvre (Rémi), Sawicki (Frédéric), « Le peuple des socialistes. Ressorts sociaux et partisans d'une invisibilisation », in Matonti (Frédérique), dir., *La démobilitation politique*, La Dispute, à paraître en 2005.

<sup>154</sup> Mallet, (Serge) *La nouvelle classe ouvrière*, Seuil, 1963 ; Lojkine (Jean), *La classe ouvrière en mutations*, Messidor/Éditions sociales, 1986.



« fin de la classe ouvrière », c'est-à-dire de crise de la représentation de ce groupe comme entité homogène et unifiée (tant interne, à travers la déliquescence de la « conscience de classe », qu'externe, aux yeux des analystes). Il s'agissait pour l'auteur d'offrir, par une redéfinition de la notion au vu des mutations du travail, un cadre théorique à même d'entretenir l'utilité de son usage. Seulement, selon l'interprétation de Michel Cardoze<sup>155</sup>, le PCF s'est contenté de prendre acte des transformations de la classe ouvrière, sans en tirer les conséquences politiques : « il arrive – trop souvent pour que la chose ne soit pas révélatrice d'une réalité profonde – que les communistes les plus attachés à redéfinir la classe ouvrière et à en tirer des conséquences politiques sont, contradictoirement, les plus critiques vis-à-vis de la direction, et par conséquent les plus combattus, voire purement et simplement écartés, traités de « liquidateurs », de « réformistes » ou de « social-démocrates ». L'auteur suggère finalement que l'attitude dogmatique de la direction et la régression ouvriériste favorisées par la « crise » que connaît le parti ont pu contribuer à l'aveuglement.

Au-delà de son rapport aux catégories populaires, les difficultés rencontrées sur le plan idéologique renvoient à une analyse plus générale de la crise du PCF. En effet, on peut difficilement aborder la question du déclin du PCF en faisant l'impasse sur la délégitimation du communisme inhérente à la nature des régimes mis en place en URSS et en Europe de l'Est.

Après avoir soutenu pendant plusieurs décennies que « le soleil se lève à l'Est », après avoir été qualifié de « premier parti frère du PCUS » en Europe occidentale, le parti communiste a entamé à la fin des années 60 un travail de redéfinition de ses référents idéologiques, revendiquant son émancipation par rapport à la tutelle soviétique. Bernard Pudal a souligné, à propos de cet « aggiornamento » des années 70, combien une « crise de l'institution conduit à un immense travail politique de renouvellement qui [a] pour fonction d'enregistrer, de retraduire, d'homogénéiser, de gérer les tensions, de penser les « filiations », en un mot, d'organiser le passage d'un état à un autre ». Toute cette refonte doctrinale engendrait une peur de « l'affadissement et de la dissolution de l'identité communiste ». Il a aussi montré quel rôle pouvaient jouer certains intellectuels qui, par « un intense travail de rationalisation susceptible de donner forme et sens à cette mutation », contribuaient à conjurer ces angoisses existentielles<sup>156</sup>. Ce travail de rationalisation, de mise en cohérence et d'octroi de sens est d'autant plus crucial aujourd'hui que les enjeux de la refonte doctrinale sont d'une toute autre ampleur que dans les années 70. Les dissonances cognitives auxquelles pouvaient

---

<sup>155</sup> Cardoze (Michel), *Nouveau voyage à l'intérieur du parti communiste français*, Fayard, 1986.

<sup>156</sup> Bernard Pudal, *Prendre parti*, *op.cit.*, pages 281 et suivantes.

être confrontés les communistes ont atteint leur apogée avec l'effondrement du bloc de l'Est et la disparition de l'URSS. L'échec irréfutable de la prophétie, la faillite sans équivoque du socialisme existant obligent plus que jamais à retisser une identité communiste, à « séparer l'idéal de son modèle concret soviétique et par conséquent le remanier de manière à pouvoir le conserver, et par là même, à sauver le communisme en tant que grande idée et l'identité personnelle de communiste du même coup »<sup>157</sup>. C'est ce que sous le nom de « mutation »<sup>158</sup> les communistes tentent de faire depuis maintenant une dizaine d'années. Mais ils ne parviennent pas à proposer une cohérence idéologique nouvelle et surtout partagée. Le bricolage des référents marxistes et révolutionnaires dans les tentatives de reformulation de l'identité communiste ne suffit pas à mettre en relief la distinction revendiquée par rapport au parti socialiste. Si dans les discours officiels, les communistes se définissent encore comme révolutionnaires et marxistes, c'est au prix d'un travail de justification et d'argumentation qui est loin de faire l'unanimité dans les rangs partisans et au-delà. C'est autour de la notion de « dépassement du capitalisme » que les débats internes se sont focalisés ces dernières années. Elle symbolise pour de nombreux communistes l'ultime renoncement à l'identité révolutionnaire et l'acceptation du capitalisme qu'il suffirait d'aménager dans une logique social-démocrate. Comment faire le deuil de la notion d' « abolition du capitalisme » et la remplacer par une nouvelle expression quand « tout un univers de sens transite par ces manières partisans de dire, toute une économie du signe et du repère s'ébauche dans ces répertoires de mots drapeaux, de mots totems fonctionnant comme autant de symboles de condensation »<sup>159</sup> ? L'argumentation sur laquelle repose l'emploi de l'expression de « dépassement du capitalisme » consiste à démontrer en quoi elle s'inscrit directement dans les analyses de Marx tout en évitant les écueils auxquels a conduit la notion d'abolition. Pour Fabien Maury, membre de la commission économique du PCF :

*« On introduit un terme qui n'est pas anodin effectivement, qui introduit à la fois la rupture mais la rupture pour faire mieux que le capitalisme. Et puis c'est pas la rupture le grand soir, mais ça s'inscrit dans un processus. Je crois que c'est Hegel qui introduit le premier la notion de dépassement, c'est pas Marx, Marx s'en ressert parce que Marx en parle, pas dans ses premiers textes mais dans ses textes plus aboutis »<sup>160</sup>.*

---

<sup>157</sup> Duflo (Esther), Serne (Pierre), « Que reste-t-il des idéaux ? », in Bertrand (Michèle), Campagnolo (Gilles), Le Guillou (Olivier), Duflo (Esther), Serne (Pierre), *La reconstruction des identités communistes après les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale*, L'Harmattan, 1997. p. 89.

<sup>158</sup> Hue (Robert), *Communisme : la mutation*, Stock, 1995.

<sup>159</sup> Hastings (Michel), « Partis politiques et administration de sens », dans Andolfatto (Dominique), Olivier (Laurent) et Greffet (Fabienne), dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, L'Harmattan, 2001, pp. 21-36.

<sup>160</sup> Entretien avec Fabien Maury, collaborateur à la « commission éco » du PCF. Le 12.11.2001.

Mais ces explications ne sont pas parvenues à convaincre tous les militants. C'est bien à l'aune de cette incapacité à souder ses membres autour d'une nouvelle cohérence idéologique d'alternative au capitalisme qu'il faut appréhender la crise du PCF.

Les tendances centrifuges<sup>161</sup> qui ont atteint leur paroxysme depuis le 21 avril sont enfin à relier à la question de la stratégie et des alliances qu'ont privilégiées ces dernières années les communistes français. La stratégie d'alliance avec les socialistes et les Verts dans le cadre de la gauche plurielle et la participation au gouvernement Jospin ont accentué les conflits internes et alimenté l'équation « mutation = social-démocratisation du PCF ». Si la chute des effectifs partisans et le déclin électoral ne naissent pas avec la gauche plurielle, ils prennent des proportions inédites depuis ces cinq dernières années (cf. supra).

C'est précisément autour des référents idéologiques et de la stratégie politique que les conflits internes se sont focalisés ces deux dernières années. Le 32<sup>ème</sup> congrès, qui s'est tenu à Saint-Denis du 3 au 6 avril 2003, a révélé dans toute son ampleur l'incapacité des communistes à reconstruire une identité partisane partagée. Ce congrès s'est déroulé pour la première fois selon les modalités adoptées par les statuts en 2001<sup>162</sup>. Trois textes, sans que le terme « motions » ne soit prononcé, ont été soumis aux adhérents appelés à voter en janvier 2003 pour choisir celui qui servirait de « base commune à la discussion » du congrès. Le texte présenté au nom du conseil national du PCF, intitulé « Communisme : Ecrire ensemble une page nouvelle », a obtenu le soutien de 55% des adhérents communistes ayant pris part au vote, soit environ un tiers des adhérents revendiqués<sup>163</sup>. Le texte alternatif présenté par le conseil départemental du Pas-de-Calais<sup>164</sup> : « Reconstruire le PCF et réunifier les communistes sur des bases révolutionnaires » a obtenu 23.6% des suffrages exprimés. Enfin, le troisième texte, « présenté par un collectif de plus de 200 communistes » autour de Nicolas Marchand et d'Yves Dimiccoli, « Ensemble, une nouvelle orientation pour un nouvel élan du PCF » a recueilli quant à lui 21.4% des voix. Les clivages internes ont ainsi pu être objectivés et révéler leur ampleur.

---

<sup>161</sup> Dominique Andolfatto propose un résumé clair des contestations internes au PCF depuis les années 80. Andolfatto (Dominique), « Le parti de Robert Hue », article cité, p. 225 et suivantes. Voir aussi les débats dans le cadre de la préparation du 32<sup>ème</sup> Congrès du PCF qui a eu lieu en avril 2003.

<sup>162</sup> « Tous les efforts auront été faits pour permettre l'adoption d'une base commune, des bases de discussion alternatives pourront être soumises au vote des adhérents si elles sont proposées par un conseil départemental ou un collectif d'au moins 200 communistes ».

<sup>163</sup> Les chiffres officiels établissent à 133 767 le nombre d'adhérents. 42 782 inscrits ont pris part au vote.

<sup>164</sup> Il était précisé que ce texte avait « le soutien de la Gauche communiste et de la fédération nationale des associations pour la renaissance communiste ».

Au final, si pendant des décennies, le PCF a nourri « une sous-culture politique [reposant sur] une sorte de capital sémantique privilégié produit et reproduit par le jeu incessant des oppositions idéologiques et des connotations affectives, [sur un] patrimoine de mots marqueurs qui offrent à ceux qui les partagent la satisfaction de toucher les dividendes de leur appartenance à une même communauté, réelle ou fantasmée, et d'endosser les gratifications d'une identité chaleureuse et rassurante »<sup>165</sup>, il semble qu'aujourd'hui se cristallisent des sous-cultures communistes, avec leur propre vocabulaire, leur capital sémantique spécifique. Tout se passe comme si les communistes se distinguaient désormais moins des autres qu'entre eux.

---

<sup>165</sup> Hastings (Michel), Strudel (Sylvie), « Gauche indivise et gauches singulières » dans Bréchon (Pierre), Laurent(Annie), Perrineau (Pascal), dir., *Les cultures politiques des français*, Presses de Sciences Po, 2000, p.174.